

Rapport du troisième trimestre 2011



Rapport financier

pour les trois mois terminés le 31 décembre 2010



1	Rapport aux actionnaires
3	Rapport de gestion
3	1. Points saillants
4	2. Introduction
5	3. À propos de CAE
13	4. Variations de change
14	5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières
15	6. Résultats consolidés
18	7. Résultats par secteur
26	8. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés
27	9. Situation financière consolidée
28	10. Acquisitions d'entreprises
28	11. Modifications de conventions comptables
28	12. Mise en œuvre des normes internationales d'information financière (IFRS)
29	13. Contrôles et procédures
30	14. Principales informations financières trimestrielles
31	États financiers consolidés
31	Bilans consolidés
32	États consolidés des résultats
33	États consolidés des variations en capitaux propres
34	États consolidés du résultat étendu
34	État consolidé du cumul des autres éléments du résultat étendu
35	États consolidés des flux de trésorerie
36	Notes afférentes aux états financiers consolidés
36	Note 1 – Nature des activités et principales conventions comptables
37	Note 2 – Acquisitions d'entreprises
37	Note 3 – Participations dans des coentreprises
38	Note 4 – Comptes débiteurs
39	Note 5 – Stocks
39	Note 6 – Facilités d'emprunt et montant net des intérêts débiteurs
40	Note 7 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie et les résultats
40	Note 8 – Aide gouvernementale
41	Note 9 – Avantages sociaux futurs
41	Note 10 – Secteurs d'exploitation et secteurs géographiques

Rapport aux actionnaires

CAE publie les résultats financiers de son troisième trimestre clos le 31 décembre 2010. Le bénéfice net s'est élevé à 40,7 millions \$CA, soit 0,16 \$CA par action, comparativement à 37,7 millions \$CA, soit 0,15 \$CA par action, au troisième trimestre de l'exercice précédent. Abstraction faite de la charge de restructuration engagée à l'exercice précédent, le bénéfice s'est élevé à 40,3 millions \$CA, soit 0,16 \$CA par action. Les revenus se sont établis à 411,3 millions \$CA, en hausse de 7 %, comparativement à 382,9 millions \$CA au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les données financières sont établies en dollars canadiens.

« La reprise actuellement en cours dans le secteur de l'aviation commerciale a mené à une augmentation du niveau d'activité dans nos secteurs civils au cours du troisième trimestre, plus particulièrement dans le secteur Formation et services associés où nous avons signé un certain nombre d'ententes à long terme avec des compagnies aériennes », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Dans le secteur militaire, nous avons annoncé l'obtention d'une série de contrats stratégiques, y compris le contrat de 250 millions \$ portant sur l'entraînement de l'équipage du KC-135 de l'U.S. Air Force – le premier contrat où CAE agit à titre de maître d'œuvre d'un important programme d'entraînement de l'équipage de l'USAF. »

Le bénéfice avant intérêts et impôts (BAII) s'élève à 64,8 millions \$, soit 15,8 % des revenus.

Secteurs militaires

Les revenus des secteurs militaires combinés de CAE ont augmenté de 6 % au troisième trimestre pour atteindre 220,7 millions \$, comparativement à 207,9 millions \$ l'an dernier. Les revenus tirés de la formation et des services associés sont demeurés stables à 67,0 millions \$ alors que les revenus tirés des produits de simulation ont augmenté de 9 % pour atteindre 153,7 millions \$. Depuis le début de l'exercice, les revenus combinés de nos secteurs militaires ont augmenté de 3 %, passant de 590,9 millions \$ à 608,7 millions \$. Abstraction faite de l'écart de change négatif des neuf premiers mois de l'exercice, nos revenus auraient été en hausse d'environ 10 %.

En plus des fluctuations des taux de change, le long processus d'approbation du budget du gouvernement américain a entraîné certains retards de financement au niveau des programmes pour lesquels nous avons déjà été sélectionnés. Ainsi, une partie des revenus prévus au second semestre de cet exercice seront désormais comptabilisés l'exercice prochain. En plus de prévoir un quatrième trimestre solide, nous prévoyons clôturer l'exercice 2011 avec un pourcentage de croissance des revenus légèrement sous la barre des 10 %. En fonction de notre carnet de commandes et des programmes que nous prévoyons remporter à court terme, nous nous attendons toujours à un pourcentage de croissance supérieur à 10 % au cours de l'exercice 2012.

Le résultat d'exploitation des secteurs militaires combinés s'établit à 38,8 millions \$ et la marge d'exploitation se situe à 17,6 % comparativement à 35,8 millions \$ et à 17,2 %, respectivement, au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Nous avons annoncé un certain nombre de commandes concernant des plateformes stratégiques pour CAE, y compris l'octroi à CAE USA du rôle de maître d'œuvre sur un important contrat portant sur les systèmes d'entraînement de l'équipage du KC-135 à l'U.S. Air Force. Ce contrat de 10 ans, d'une valeur de 250 millions \$, représente une étape importante pour CAE alors que nous recherchons des occasions d'impartition de services partout dans le monde. De ce contrat, un montant de 20 millions \$ est inclus dans le carnet de commandes de 3,2 milliards \$ de CAE. Les prises de commandes des secteurs militaires combinés se chiffrent à 203,8 millions \$ ce trimestre pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 0,92. Le ratio s'est établi à 1,35 pour les 12 derniers mois.

Secteurs civils

Les revenus de nos secteurs civils combinés ont augmenté de 9 % au troisième trimestre pour atteindre 190,6 millions \$, comparativement à 175,0 millions \$ l'an dernier. Il s'agit du résultat net de l'augmentation de 21 % des revenus du secteur Formation et services associés établis à 124,3 millions \$ et de la diminution de 9 % des revenus du secteur Produits de simulation établis à 66,3 millions \$, où nous avons eu un trimestre comparable très fort l'an dernier. Abstraction faite de l'incidence de nos initiatives dans le domaine des nouveaux marchés principaux de la santé, des mines et de l'énergie, qui sont comptabilisées dans le secteur Formation et services associés, notre marge d'exploitation du côté de la formation se situe à 17,7 %. Du côté des Produits de simulation, notre marge d'exploitation est stable à 11,0 % et la marge d'exploitation de nos secteurs civils combinés est de 15,2 %.

Depuis le début de l'exercice, les revenus des secteurs civils combinés ont augmenté de 3 %, passant de 539,5 millions \$ à 555,9 millions \$. Abstraction faite de l'écart de change négatif des neuf premiers mois de l'exercice, nos revenus auraient été en hausse d'environ 9 %.

L'activité du marché est de plus en plus forte avec le renouvellement et l'ajout d'une série de contrats de formation qui devraient générer 222,9 millions \$ en revenus futurs. Nous avons renforcé notre position en Amérique du Sud avec la signature de nouveaux accords de formation à long terme avec TAM Airlines et LAN Airlines. Du côté des Produits de simulation, nous avons conservé notre avance avec huit commandes de simulateurs de vol (FFS) pour des clients au Moyen-Orient, en Chine et en Australie, ce qui porte à 22 le nombre total de FFS dont CAE a annoncé la vente depuis le début de l'exercice 2011. Nous continuons à prévoir que le nombre total de ventes de FFS pour l'exercice se situera dans la mi-vingtaine, avec un certain nombre de commandes ayant des dates de livraison ultérieures, ce qui contribuera à notre rendement à plus long terme.

Pour les secteurs civils combinés, nous avons reçu 310,6 millions \$ en commandes, ce qui représente un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,63. Le ratio s'est établi à 1,21 pour les 12 derniers mois.

Nouveaux marchés principaux

Nous avons fait des progrès en matière de développement de notre initiative CAE Mines avec l'acquisition le 1^{er} janvier 2011 de Century Systems Technologies, un fournisseur de solutions qui viennent compléter notre offre.

Du côté de CAE Santé, nous avons vendu des solutions d'échographie dirigée au chevet du patient et des simulateurs chirurgicaux à des clients répartis partout dans le monde. Après la clôture du trimestre, nous avons lancé notre simulateur haute fidélité de patient ayant subi des traumatismes CAE Caesar^{MC}, qui servira à la formation des praticiens civils et militaires qui soignent les patients ayant subi des traumatismes sur le terrain.

Autres points saillants financiers

La conversion des résultats de nos filiales autonomes en dollars canadiens a fait diminuer les revenus de 16,8 millions \$ et le bénéfice net de 2,1 millions \$ ce trimestre par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, la conversion de change a fait diminuer les revenus de 70,1 millions \$ et le bénéfice net de 10,3 millions \$.

Les impôts sur les bénéfices sont de 15,7 millions \$, soit un taux d'imposition effectif de 28 %, ce qui résulte de la proportion des revenus provenant de différentes juridictions. Depuis le début de l'exercice, notre taux d'imposition effectif est également de 28 %.

Le flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies est de 56,0 millions \$ et le flux de trésorerie disponible se situe à 5,0 millions \$ ce trimestre. Nous avons investi 23,8 millions \$ dans le fonds de roulement hors trésorerie, principalement en appui d'un certain nombre de contrats portant sur de nouveaux modèles d'aéronefs.

La dette nette s'établissait à 285,6 millions \$ au 31 décembre 2010, en hausse de 7,1 millions \$ par rapport au dernier trimestre.

CAE versera un dividende de 0,04 \$ par action le 31 mars 2011 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 15 mars 2011.

Rapport de gestion

Trimestre terminé le 31 décembre 2010

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2011

Revenus en hausse par rapport au trimestre précédent et à ceux du troisième trimestre de l'exercice 2010

- Les revenus consolidés se sont établis à 411,3 millions \$ ce trimestre, en hausse de 24,7 millions \$, soit 6 %, par rapport au trimestre précédent et de 28,4 millions \$, soit 7 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010;
- Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, les revenus consolidés ont été de 1 164,6 millions \$, en hausse de 34,2 millions \$, soit 3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Bénéfice net en hausse par rapport au trimestre précédent et stable comparativement à ceux du troisième trimestre de l'exercice 2010, abstraction faite de la charge de restructuration

- Le bénéfice net s'est élevé à 40,7 millions \$ (soit 0,16 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 40,0 millions \$ (soit 0,16 \$ par action) pour le trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 0,7 million \$, soit 2 %, et comparativement à 37,7 millions \$ (soit 0,15 \$ par action) pour le troisième trimestre de l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 3,0 millions \$, soit 8 %;
- Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, le bénéfice net s'est établi à 120,1 millions \$ (soit 0,47 \$ par action), comparativement à 104,0 millions \$ (soit 0,41 \$ par action) pour la période correspondante de l'exercice précédent, une hausse de 16,1 millions \$, soit 15 %;
- Abstraction faite de la charge de restructuration engagée à l'exercice précédent, le bénéfice net s'était élevé à 40,3 millions \$ (soit 0,16 \$ par action) au troisième trimestre de l'exercice 2010 et à 126,3 millions \$ (soit 0,49 \$ par action) pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010.

Flux de trésorerie disponibles¹ de 5,0 millions \$ pour le trimestre

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités poursuivies se sont établis à 32,2 millions \$ ce trimestre, comparativement à 68,6 millions \$ pour le trimestre précédent et à 21,8 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance¹ et les autres dépenses liées aux actifs se sont élevées à 17,2 millions \$ ce trimestre, comparativement à 13,5 millions \$ pour le trimestre précédent et à 14,2 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes en espèces ont totalisé 10,1 millions \$ pour ce trimestre et pour le trimestre précédent, et 7,6 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Capital utilisé¹ stable par rapport au trimestre précédent

- La dette nette¹ s'est établie à 285,6 millions \$ ce trimestre, comparativement à 278,5 millions \$ au trimestre précédent.

COMMANDES¹

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes¹ s'est établi à 1,25 pour ce trimestre (ratio combiné de 1,63 pour les secteurs civils et de 0,92 pour les secteurs militaires). Pour les douze derniers mois, il a été de 1,29 (ratio combiné de 1,21 pour les secteurs civils et de 1,35 pour les secteurs militaires);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 514,4 millions \$, comparativement à 437,4 millions \$ pour le trimestre précédent et à 315,8 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent;
- Le carnet de commandes s'établissait à 3 215,3 millions \$ au 31 décembre 2010.

Secteurs civils

- Le secteur Formation et services associés – Civil a conclu des contrats d'une valeur prévue de 222,9 millions \$;
- Le secteur Produits de simulation – Civil a reçu des nouvelles commandes de 87,7 millions \$, notamment pour huit simulateurs de vol (FFS).

Secteurs militaires

- Le secteur Produits de simulation – Militaire a reçu des nouvelles commandes de 136,2 millions \$ pour de nouveaux systèmes d'entraînement et des mises à niveau;
- Le secteur Formation et services associés – Militaire a conclu des contrats d'une valeur de 67,6 millions \$;
- Le gouvernement des États-Unis a maintenu sa décision d'octroyer à CAE USA le contrat portant sur la fourniture de services d'entraînement de l'équipage du KC-135 à l'United States Air Force. Ce contrat de dix ans représente une valeur approximative de 250 millions \$, dont environ 20 millions \$ ont été ajoutés à notre carnet de commandes.

AUTRES

- Le 1^{er} janvier 2011, nous avons acquis les actions de Century Systems Technologies inc., un fournisseur de systèmes de gouvernance et de gestion des données géologiques desservant l'industrie minière.

¹ Mesure hors PCGR (voir point 5).

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous*, *notre*, *nos*, *CAE* et *la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *Cet exercice* et *2011* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2011;
- *Le dernier exercice*, *l'exercice précédent* et *l'an dernier* désignent l'exercice financier terminé le 31 mars 2010;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 9 février 2011 et présente les commentaires et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion), les états financiers consolidés non vérifiés et les notes qui les complètent pour le troisième trimestre terminé le 31 décembre 2010. Nous l'avons rédigé pour vous aider à mieux comprendre les activités, la performance et la situation financière de la Société au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Tous les tableaux présentés sont fondés sur des chiffres non vérifiés.

D'autres renseignements figurent dans nos états financiers consolidés non vérifiés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2010 et dans nos états financiers consolidés annuels inclus dans notre rapport annuel pour l'exercice terminé le 31 mars 2010. Le rapport de gestion contenu dans notre rapport annuel 2010 présente également un complément d'information au sujet de ce qui suit :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Notre capacité à exécuter la stratégie et à produire des résultats;
- Nos activités;
- Variations de change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Acquisitions, regroupements d'entreprises et cessions;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité de vérification et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions; ou
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour les décisions qu'il a à prendre.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient, selon nous, avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant nos perspectives commerciales, l'évaluation des conditions de marché, nos stratégies, nos projets futurs, nos ventes futures, les prix de nos principaux produits et nos dépenses en immobilisations. Les énoncés prospectifs commencent normalement par des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues. Les énoncés prospectifs ne garantissent nullement le rendement à venir. Ils sont fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons appropriés dans les circonstances.

Ces énoncés reposent sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourraient être sensiblement différents en raison des risques et incertitudes liés à notre activité. Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment la durée des cycles de vente, l'évolution rapide des produits, les budgets de la défense, la situation du secteur de l'aviation civile, la concurrence, la disponibilité des intrants critiques, les taux de change et le fait de faire des affaires à l'étranger. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies dans notre rapport annuel 2010.

Nous n'actualisons pas ni ne révisons nos énoncés prospectifs, même si des faits nouveaux surviennent, sauf dans la mesure prévue par la loi. Le lecteur est mis en garde de ne pas se fier exagérément à ces énoncés prospectifs.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation et des solutions intégrées de formation destinées principalement à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier.

Nous sommes concepteur, constructeur et fournisseur de produits de simulation, et nous sommes aussi prestataire de services de formation et d'autres services basés sur la simulation et la modélisation. Ces services comprennent des solutions intégrées de modélisation, de simulation et de formation destinées aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires, aux constructeurs et aux forces de défense. Nous assurons des services de formation aux pilotes et aux techniciens de maintenance dans des centres de formation situés partout dans le monde. Nous avons commencé à tirer parti de nos capacités fondamentales sur de nouveaux marchés en lançant des solutions de modélisation, de simulation et de formation technique à l'intention des fournisseurs de services et de formation dans le domaine des soins de santé et également dans le secteur minier.

Nos principaux produits incluent des simulateurs de vol (FFS) qui recréent le comportement des appareils dans une large gamme de situations et de conditions ambiantes. Les systèmes visuels très perfectionnés reproduisent des centaines d'aéroports dans le monde, ainsi qu'une vaste gamme de pistes d'atterrissage et d'environnements de vol. Ajoutant le mouvement et les effets sonores à cette simulation visuelle, les simulateurs plongent les pilotes et les équipages dans un environnement d'entraînement réaliste à tous les niveaux.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâti une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis plus de 60 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale. CAE compte plus de 7 500 employés dans plus de 100 installations et centres de formation dans plus de 20 pays. Près de 90 % des revenus annuels de CAE proviennent de ses exportations et de ses activités à l'échelle mondiale.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre vision

Nous voulons que CAE soit synonyme de sécurité, d'efficacité et de préparation aux missions. Nous voulons être le partenaire de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels en leur fournissant des solutions innovatrices et accessibles faisant appel à la modélisation et à la simulation en vue de renforcer la sécurité, d'accroître l'efficacité et d'aider à résoudre des problèmes complexes.

3.3 Nos activités

CAE dessert essentiellement deux grands marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché civil comprend les constructeurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes spécialisés dans la formation d'élèves-pilotes et les organismes de formation aéronautique;
- Le marché militaire englobe les constructeurs OEM ainsi que les organismes gouvernementaux et les forces de défense du monde entier.

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre quatre secteurs, un secteur produits et un secteur services, à l'intérieur de chacun des deux marchés. Chacun des secteurs compte pour une part importante de nos résultats.

MARCHÉ CIVIL

Formation et services associés – Civil (FS/C)

Ce secteur fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires au personnel navigant et au personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés

Notre secteur FS/C est le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation commerciale dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous exploitons le plus grand réseau de centres de formation à l'échelle mondiale. Nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont l'aviation générale, l'aviation régionale, l'aviation commerciale, les exploitants d'hélicoptères civils et l'aviation d'affaires. Nous offrons une gamme complète de services, notamment l'élaboration de solutions et de programmes de formation, l'exploitation de centres de formation, la formation des pilotes, la formation des techniciens de maintenance, la gestion des stocks de pièces de rechange des simulateurs, l'apprentissage en ligne et les didacticiels, et les services de consultation. En tant que chef de file des sciences aéronautiques, nous utilisons l'analyse des données de vol pour permettre l'étude efficace et la compréhension des données de vol enregistrées dans le but de rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et d'améliorer la maintenance, les opérations aériennes et la formation. L'Académie mondiale CAE est le plus important réseau d'écoles de formation d'élèves-pilotes au monde avec une flotte de près de 300 appareils et une capacité de formation de plus de 1 800 élèves-pilotes chaque année. Parallèlement à l'Académie mondiale CAE, nous offrons aux compagnies aériennes une solution à long terme en matière de recrutement des pilotes grâce à notre capacité sur le plan de la dotation en pilotes. Cette capacité nous permet de synchroniser la formation d'élèves-pilotes de ligne et la demande de pilotes de notre bassin de clients mondial. Nous nous sommes hissés à ce rang grâce à des acquisitions, à des coentreprises et à des investissements internes dans des installations neuves. Nous exploitons actuellement 152 FFS, et nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans plus de 20 pays partout dans le monde, notamment dans des centres de formation aéronautique, des organismes de formation aéronautique (FTO) et des centres appartenant à des tiers. Nous effectuons des investissements sélectifs afin d'ajouter de nouvelles unités NESA (nombre équivalent de simulateurs actifs) dans notre réseau en vue de maintenir notre position, d'accroître notre part de marché et de répondre aux nouveaux créneaux qui pourraient s'ouvrir. Nous sommes en voie d'étendre notre réseau de formation de manière à pouvoir répondre aux besoins de formation à long terme liés aux appareils en service et, ainsi, d'être moins tributaires des nouvelles livraisons d'appareils pour assurer nos revenus.

Produits de simulation – Civil (PS/C)

Ce secteur conçoit, construit et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs de formation au vol et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile

Notre secteur PS/C est un chef de file mondial de la fourniture de matériels de simulation de vol pour l'aviation civile. Nous concevons et construisons plus de FFS et de systèmes visuels pour des compagnies aériennes nationales et régionales, des centres de formation exploités par des tiers et des constructeurs OEM que toute autre société. Nous possédons une grande expérience en matière de conception de simulateurs pour de nouveaux types d'appareils, dont plus de 25 modèles différents. Tout récemment, nous avons conçu, ou conclu des contrats pour concevoir, des simulateurs pour l'Airbus A350 XWB, les Boeing 747-8 et 787, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR 42-600 et 72-600, les Bombardier CSeries, Global Express et Learjet 85, les Embraer Phenom 100 et 300, le Dassault Falcon 7X et l'ARJ21 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Nous offrons également une gamme complète de services de soutien comprenant la mise à niveau de simulateurs, les services de maintenance, la vente de pièces de rechange et le déménagement des simulateurs.

Tendances et perspectives commerciales

La demande de transport aérien commercial et d'affaires a diminué sensiblement durant la période de récession économique mondiale, surtout en Amérique du Nord et en Europe.

Depuis lors, les chiffres du transport et du fret aériens se sont améliorés. En décembre 2010, l'IATA a révisé à la hausse ses perspectives sectorielles pour 2010 et 2011, prévoyant des bénéfices nets de 15,1 milliards \$ et de 9,1 milliards \$, respectivement, comparativement à celles annoncées en septembre 2010 de 8,9 milliards \$ pour 2010 et de 5,3 milliards \$ pour 2011. Le nombre d'appareils en service dans ces secteurs commerciaux a aussi augmenté, bien que modérément, en raison de la reprise de la demande. Cette dernière donnée est importante du point de vue de CAE car, outre le nombre de livraisons d'appareils et la taille de la flotte, c'est le nombre d'appareils en service qui dicte le nombre d'équipages nécessitant les produits et services de formation que fourniront CAE et ses concurrents. Les principaux constructeurs OEM prévoient que le trafic aérien et la flotte aérienne doubleront de taille à l'échelle mondiale au cours des 15 prochaines années. Ces prévisions viennent appuyer notre stratégie qui consiste à devenir le principal fournisseur mondial de services de formation aéronautique.

Le secteur de l'aviation d'affaires s'améliore, mais plus lentement que le secteur de l'aviation commerciale. On a constaté une légère diminution du nombre important de jets d'affaires d'occasion mis en vente, qui continuent de concurrencer le marché des nouveaux appareils. La demande de formation demeure stable quoique faible; elle devrait reprendre avec l'amélioration de facteurs économiques tels que la croissance des profits des entreprises et la hausse des dépenses en immobilisations.

Dans le secteur PS/C, le niveau d'activité du marché s'est relevé durant l'exercice. Cependant, la concurrence demeure intense et les prix se sont stabilisés à des niveaux peu élevés. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, nous avons reçu des commandes pour 22 FFS. Un certain nombre de ces commandes concernent de nouveaux appareils qui ne seront pas livrés à court terme. On ne peut établir de tendance pour les commandes de FFS, mais nous croyons être en bonne voie de confirmer nos prévisions et d'atteindre un nombre de commandes de FFS dans la mi-vingtaine pour l'ensemble de l'exercice 2011.

Les tendances suivantes appuient notre point de vue optimiste à moyen et à long terme en ce qui concerne le marché civil :

- Carnets de commandes d'appareils;
- Nouvelles plateformes moins énergivores;
- Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande à long terme en membres d'équipage qualifiés;
- Exigences internationales pour la certification des dispositifs de formation au vol (FSTD);
- Resserrement des exigences de formation.

Carnets de commandes d'appareils

Au cours de l'année 2010, Boeing a reçu un total net de 530 commandes d'appareils neufs (commandes fermes moins les annulations), comparativement à 142 pour l'année 2009, et Airbus a reçu un total net de 574 commandes au cours de l'année 2010, comparativement à 271 pour l'année 2009. Ces chiffres suggèrent une reprise du marché de l'aviation civile commerciale. En outre, les niveaux élevés des carnets de commandes de Boeing et d'Airbus, soit plus de 3 000 appareils chacun, devraient créer des occasions d'affaires pour l'ensemble de notre catalogue de produits et de services de formation. En 2010, Boeing a fait état d'un total de 462 livraisons d'appareils commerciaux, tandis qu'Airbus a annoncé 510 livraisons pendant la même période. Les chiffres sont essentiellement restés stables par rapport à l'année précédente.

En 2010, Airbus a annoncé qu'elle allait augmenter la production de jets de la gamme A320 afin de la porter à 40 appareils par mois d'ici le premier trimestre de 2012. Pour la gamme A320, Airbus a récemment mentionné que le rythme de production pourrait atteindre 42 ou même 44 appareils par mois après 2012. Boeing a aussi annoncé des plans visant l'augmentation graduelle de la production du 737NG, qui passerait de 31,5 appareils par mois à l'heure actuelle à 35 d'ici le début de 2012 puis à 38 d'ici le deuxième trimestre de 2013. En ce qui concerne le 737NG, Boeing évalue également la possibilité de porter la production à 42 appareils par mois, puis d'atteindre ultérieurement 50 par mois. Pour ce qui est du 777, la production mensuelle passera de 5 à 7 appareils par mois d'ici le milieu de 2011, puis elle sera haussée à 8,3 appareils par mois au premier trimestre de 2013. Ces décisions confirment le consensus dans le secteur selon lequel le marché de l'aviation civile est en reprise. Les hausses seront mises en œuvre graduellement, et devraient ultimement se traduire par une augmentation de la demande pour les produits et les services de formation.

Dans le secteur des jets d'affaires, les reports et les annulations de commandes ont poussé plusieurs constructeurs OEM à réduire leur rythme de production. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010, les livraisons sont en baisse d'environ 20 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente, et on ne prévoit aucune hausse avant 2012. Le marché des nouveaux appareils est menacé par le nombre d'appareils destinés à la vente, qui a reculé par rapport aux sommets précédents, et s'est stabilisé au cours des derniers mois à environ 15 % du total de la flotte.

Nouvelles plateformes moins énergivores

Les constructeurs OEM ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes qui vont stimuler la demande mondiale en simulateurs et en services de formation. Les Boeing 747-8 et 787, l'Airbus A350 XWB, l'Embraer 190, le Dassault Falcon 7X, les jets très légers et légers Embraer Phenom 100 et 300, le MRJ, le COMAC ARJ21 ainsi que le Bombardier CSeries en sont des exemples récents.

L'arrivée de nouvelles plateformes va entraîner une demande pour de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs pour resserrer les liens avec eux et être en position de profiter de nouvelles occasions d'affaires. Ainsi, au cours de l'exercice 2010, nous avons signé avec Bombardier des contrats en vertu desquels nous utiliserons notre savoir-faire en matière de simulation et de modélisation pour appuyer la conception, le développement et la validation des nouveaux avions CSeries. Nous développerons également le premier simulateur de vol CSeries. Au premier trimestre de l'exercice 2011, nous avons conclu une entente avec ATR qui servira de cadre d'application pour la fourniture d'une série de produits et de services de soutien aux exploitants d'appareils ATR, y compris le développement du premier simulateur de vol sur le nouvel appareil ATR42/72-600. Au deuxième trimestre de l'exercice 2011, nous avons annoncé la fourniture à Mitsubishi Aircraft Corporation d'un programme de fournisseur exclusif de solutions de formation de 10 ans pour développer et fournir une solution de formation complète pour le nouveau jet régional Mitsubishi (MRJ). Parallèlement à cette entente, nous élargissons notre réseau de formation et développons deux simulateurs de vol MRJ de Série CAE 7000 de même que des dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC}. Au deuxième trimestre de l'exercice 2011, nous avons annoncé la conclusion d'un contrat avec Airbus visant la conception et la construction de deux FFS de Série CAE 7000 pour l'Airbus A350 XWB, soit les premiers simulateurs au monde pour ce nouvel appareil long-courrier. Nous concevrons aussi six dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC} pour l'Airbus A350 XWB. Cependant, si le programme subit des retards et que, par conséquent, les livraisons de nouveaux appareils sont aussi retardées, nos prises de commandes et nos livraisons le seront également.

Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien

Le trafic aérien et l'activité économique des marchés émergents, tels que ceux de l'Asie du Sud-Est, du sous-continent indien et du Moyen-Orient, devraient connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité. On prévoit également la libéralisation progressive de leurs politiques de transport aérien et la conclusion d'accords bilatéraux en la matière. Nous estimons que ces marchés seront les moteurs à long terme de la demande de FFS, de centres de formation et de services de dotation en pilotes.

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

Le trafic passager a augmenté de 8,2 % et le fret-tonne-kilomètre, de plus de 20,6 %, pour l'année 2010 par rapport à l'année 2009. Au cours des 20 dernières années, la croissance moyenne du trafic aérien a été de 4,8 %, et nous estimons que pour les 20 prochaines années, le trafic aérien, tant pour les passagers que pour les marchandises, atteindra cette croissance ou la dépassera légèrement. Parmi les événements majeurs susceptibles de perturber cette croissance soutenue, notons l'instabilité politique régionale, le terrorisme, une pandémie, des catastrophes naturelles, une forte hausse soutenue du prix du carburant, une crise économique prolongée ou d'autres événements mondiaux.

Demande à long terme en membres d'équipage qualifiés

La demande mondiale devrait progresser à long terme

La croissance du marché de l'aviation civile a stimulé la demande en pilotes, en techniciens de maintenance et en agents de bord à l'échelle mondiale, ce qui a provoqué une pénurie de membres d'équipage qualifiés dans certains marchés. Ce phénomène est amplifié par le vieillissement démographique, le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil et la diminution des inscriptions dans les écoles techniques. Dans les marchés à croissance élevée comme l'Inde, la Chine, l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud-Est, on s'attend à ce que la croissance à long terme du trafic aérien soit plus forte que dans les pays développés, et l'infrastructure nécessaire pour satisfaire la demande prévue est absente.

Cette pénurie crée des occasions d'affaires pour la dotation en pilotes, notre formule clé en main qui inclut des services d'évaluation, de sélection, de formation et de placement de pilotes. Elle crée aussi des débouchés pour l'Académie mondiale CAE qui regroupe actuellement 11 organismes de formation aéronautique dans le monde, ce qui en fait le plus important réseau d'écoles de formation d'élèves-pilotes. De concert avec nos partenaires, nous sommes, grâce à l'Académie mondiale CAE, en mesure de former plus de 1 800 élèves-pilotes chaque année pour leur permettre de devenir des pilotes professionnels. En outre, la pénurie mondiale de techniciens de maintenance nous donne la possibilité de placer plus rapidement nos solutions pour la formation technique. Quoique à un degré moindre, cette tendance touche aussi les agents de bord pour lesquels nous fournissons également des solutions de formation.

Le nouveau mode d'attestation des pilotes requiert de la formation faisant appel à la simulation

La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote commence à jouer un rôle encore plus important avec le processus d'attestation de compétence par une licence de pilote en équipage multiple (MPL) mis au point par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qu'adoptent graduellement les autorités de réglementation de l'aviation partout dans le monde. Le processus MPL met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation pour amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes compétents d'avions de ligne modernes. Au quatrième trimestre de l'exercice 2010, nous avons lancé un programme bêta de MPL avec AirAsia pour répondre aux nouvelles exigences fondées sur le rendement développées par Transports Canada. Si le processus MPL continue d'être adopté et de gagner en popularité dans les marchés comme ceux de la Chine, de l'Inde, de l'Asie du Sud-Est et du Moyen-Orient où le besoin en pilotes qualifiés et formés de la manière la plus efficace possible est le plus important, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

Exigences internationales pour la certification des dispositifs de formation au vol

Pendant l'été 2009, l'OACI a publié une analyse stratégique définissant les exigences de simulation de vol pour la certification des dispositifs de formation au vol (FSTD) dans les 190 pays membres de l'OACI. Selon le document de l'OACI, le FSTD standard de plus haute fidélité de l'OACI (type VII) est exigé dans chacune des étapes obligatoires d'un certain nombre de formations essentielles, notamment la formation initiale et périodique, la licence MPL et la licence de pilote de ligne. Ce document confirme ainsi et reconnaît la nécessité à long terme des FSTD de haute fidélité pour ces types de formations essentielles. Les exigences de certification du simulateur de type VII de l'OACI requièrent une plus grande fidélité dans la simulation (dans la simulation visuelle, le mouvement, les effets sonores et la simulation du contrôle du trafic aérien) que celle de l'actuel simulateur de niveau D, et nous pensons qu'en raison de nos capacités de formation et de notre savoir-faire, nous serons en mesure de répondre à l'accroissement de la demande de formations plus réalistes et immersives. Une initiative semblable de l'OACI a été entreprise, qui vise à établir les exigences pour les FSTD d'hélicoptères civils.

Resserrement des exigences de formation

Le 1^{er} août 2010, les États-Unis ont approuvé l'*Airline Safety and Federal Aviation Administration Act of 2010*. Cette loi exige que la Federal Aviation Administration (FAA) développe et publie de nouveaux règlements ainsi que des mises à jour devant entrer en vigueur entre août 2012 et août 2013 et visant des enjeux importants tels que :

- Des restrictions quant au temps de vol et à la période de service de vol afin de diminuer la fatigue des pilotes, ce qui aurait pour effet d'accroître l'effectif de pilotes;
- De nouveaux règlements régissant la formation spécialisée des pilotes, notamment en matière de décrochage, de perte de contrôle, d'accumulation de glace, de cisaillement du vent et d'autres phénomènes météorologiques défavorables;
- La durée, la fréquence et le contenu des programmes de formation des pilotes;
- Le besoin pour les copilotes de détenir une licence de pilote de ligne et d'avoir une expérience minimale de 1 500 heures de vol, alors que l'exigence actuelle ne fait état que d'une licence de pilote professionnel et d'au moins 250 heures de vol. La FAA se penche sur un système d'équivalences qui accepterait l'utilisation de simulateurs pour une partie importante des 1 500 heures requises.

La FAA a mis sur pied des comités de réglementation dans le secteur de l'aviation pour l'aider à formuler les nouvelles exigences. CAE participe à ces comités afin d'aider la FAA et le secteur de l'aviation aux États-Unis à répondre aux impératifs de cette nouvelle loi.

MARCHÉ MILITAIRE

Nos activités dégagent des revenus dans six segments interdépendants de la chaîne de valeur du marché de la défense. Nous fournissons des produits de simulation, comme des simulateurs de missions (FMS); nous effectuons des mises à niveau de simulateurs; nous fournissons des services de maintenance et de soutien; nous fournissons des services de formation clés en main; nous avons diverses capacités nous permettant d'offrir des services professionnels fondés sur la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle; et nous avons une entreprise de logiciels appelée Presagis, qui développe et vend des solutions logicielles prêtes à l'emploi pour les constructeurs OEM, les organismes gouvernementaux et les forces armées.

Notre stratégie dans le marché de la défense consiste à mondialiser et à diversifier nos activités dans ce secteur. Nous avons diversifié nos sources de revenus entre plusieurs marchés nationaux et, par conséquent, plusieurs budgets de la défense afin d'accroître la prévisibilité et la résilience de nos activités dans le secteur militaire. Nous sommes l'un des principaux fournisseurs de solutions de simulation et de formation, et nous maintenons une présence locale importante dans sept pays. La mise en œuvre réussie de notre stratégie a donné lieu à des résultats favorables concrets. Au cours des deux derniers exercices (2009 et 2010), nous avons enregistré des prises de commandes records totalisant plus de 2 milliards \$ dans les secteurs militaires. La solidité et la diversité de notre clientèle et les tendances que nous observons sur le marché mondial de la défense, plus particulièrement en ce qui a trait au créneau de la modélisation et de la simulation, nous donnent l'assurance de pouvoir poursuivre notre croissance dans un avenir prévisible.

Nous abordons les marchés de la défense en tirant parti de nos réalisations dans le monde et de notre expertise locale. Nous sommes présents localement et avons des centres d'excellence dans des marchés clés, notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada, en Allemagne, en Australie, en Inde et à Singapour. Nous avons mis en place des procédés d'exploitation à l'échelle mondiale qui nous permettent d'accorder une grande autonomie quant à la prise de décision au sein des régions tout en exploitant la gamme complète de nos produits, services et capacités. Cela se traduit par une efficacité accrue et des relations solides avec la clientèle.

Produits de simulation – Militaire (PS/M)

Ce secteur conçoit, construit et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales

Notre secteur PS/M est un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipements de simulation de vol militaires. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes d'entraînement et des outils logiciels pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des jets rapides, des hélicoptères, des aéronefs de patrouille en mer et des avions de ravitaillement et de transport. Nous offrons également des solutions fondées sur la simulation pour les forces terrestres et navales. Nous avons créé la plus vaste gamme de simulateurs d'hélicoptères militaires dans le monde, et nous avons aussi élaboré plus de systèmes de formation et d'entraînement pour l'avion de transport Hercules C-130 que quiconque dans le monde. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays, notamment à tous les corps d'armée américains.

Formation et services associés – Militaire (FS/M)

Ce secteur fournit des services de formation clés en main, des services de soutien, de la maintenance des systèmes ainsi que des solutions de modélisation et de simulation

Notre secteur FS/M fournit des services de formation clés en main et une expertise dans l'intégration des services de formation aux forces armées du monde entier. Nous fournissons aussi une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance et l'entraînement sur simulateur dans plus de 60 établissements dans le monde. Le secteur FS/M fournit également une variété de services professionnels et de défense fondés sur la modélisation et la simulation.

Tendances et perspectives commerciales

Nous avons déjà fait nos preuves en ce qui concerne le respect du budget et de l'échéancier de livraison des programmes, et nous sommes bien positionnés pour fournir aux forces armées des solutions pour une série de plateformes militaires utilisant des avions de transport, des avions-citernes, des hélicoptères, des avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse et des avions de patrouille maritime. Ces appareils comprennent l'avion de transport C-130J Hercules, les avions de patrouille maritime P-8A Poseidon et P-3C Orion, l'aéronef multirôle de ravitaillement en vol et de transport A330, l'hélicoptère NH90, les avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse M-346 et Hawk, les nouvelles versions des hélicoptères S-70 et H-60, les hélicoptères de transport lourd CH-47 Chinook, les systèmes aériens sans pilote (UAS) et d'autres aéronefs qui font partie des éléments clés sur lesquels s'appuient les forces de défense à l'échelle mondiale. Nos perspectives positives reposent sur la prévision que la demande mondiale pour ces types d'appareils se maintiendra. Ces plateformes mettent en jeu de nouveaux types d'appareils nécessitant des programmes à long terme, et nous croyons que cela créera pour nous des occasions au cours des dix années à venir.

Nous avons commencé à observer divers degrés de rationalisation des budgets de la défense à l'échelle mondiale, y compris les mesures d'austérité récemment mises en place au Royaume-Uni et en Allemagne. Aux États-Unis, M. Gates, le secrétaire à la Défense, a dévoilé le dernier budget de la défense, qui comprend des économies de 100 milliards \$ dont une réduction de 27 milliards \$ au titre de la modernisation sur les cinq prochaines années. Nous n'avons pas encore constaté d'annulations massives des programmes susceptibles de modifier nos perspectives; néanmoins, les retards de financement du budget de la défense américaine en vertu de la résolution de continuation prorogée causent des retards dans l'attribution des contrats dans le cadre des programmes de défense des États-Unis. Cette situation crée de nouveaux défis pour le secteur de la défense dans son ensemble, mais CAE s'attend néanmoins, à long terme, à une hausse de l'utilisation des systèmes de formation faisant appel à la simulation dans le but de réduire les coûts. De plus, nous continuons à rechercher la croissance dans divers secteurs parallèles du marché de la défense tels que la formation sur véhicules terrestres et les services professionnels.

Il est plus difficile de formuler des prévisions à long terme étant donné l'évolution du marché, mais pour l'instant, nous prévoyons qu'environ 9 200 nouveaux aéronefs militaires pilotés par des personnes seront mis en service dans les flottes militaires du monde au cours des cinq prochaines années, ce qui devrait créer une demande pour 250 à 300 FMS. Nous ne nous intéressons pas à toutes les plateformes ni à tous les marchés à l'heure actuelle, mais nous sommes en mesure de répondre à une partie de la demande prévue.

Nous croyons que, dans le contexte actuel, la capacité de CAE de contribuer à la réduction des coûts liés à la préparation militaire est unique. En plus de soutenir les flottes dans le monde et l'ajout de nouveaux appareils, la demande pour nos produits et services sera alimentée par :

- La volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation;
- La demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation;
- Le coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, qui se traduit par un recours accru à la simulation;
- La nature actuelle des conflits armés, qui nécessitent la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation

La volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle est un facteur supplémentaire qui contribue à stimuler nos activités dans le secteur militaire. Des organisations militaires du monde entier ont manifesté la même volonté, plus particulièrement les forces armées des États-Unis et d'autres pays aux prises avec des contraintes budgétaires. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces armées ne sont pas obligées de former leurs pilotes sur simulateur, et, par conséquent, l'usage de simulateurs est plus rare. La simulation comporte de nombreux avantages qui permettent de faire face à la menace croissante à l'échelle mondiale et aux nouvelles contraintes économiques qui font pression sur les dépenses en matière de défense. La modélisation et la simulation permettent la réalisation d'économies considérables. L'U.S. Air Force estime que la formation sur appareil coûte environ 10 fois plus cher que la formation fondée sur la modélisation et la simulation. Le coût du carburant, les impacts défavorables sur l'environnement et les dommages causés par l'usure des systèmes d'armes sont autant d'arguments en faveur du recours accru à la simulation et à la formation synthétique. Ce type de formation est essentiel afin d'assurer la préparation des forces de défense, alors qu'elles sont aux prises avec des menaces nouvelles et complexes. Un officier militaire britannique commentait les réductions imminentes des dépenses militaires du Royaume-Uni de la façon suivante : « de toutes les incertitudes entourant l'examen actuel de la défense stratégique, une certitude émerge : l'intensification du recours à la simulation dans l'avenir en raison de ses avantages intrinsèques ».

Demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation

Nouvelles plateformes d'avions

L'une de nos priorités stratégiques est de nous allier à des constructeurs du secteur de la défense en vue de resserrer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs OEM sont en train de mettre sur le marché de nouvelles plateformes qui devraient alimenter la demande mondiale de simulateurs et de services de formation. Ainsi, Hawker Beechcraft offre maintenant l'avion de reconnaissance armé et léger AT-6, Boeing conçoit actuellement un nouvel aéronef de patrouille en mer, le P-8A Poseidon; NH Industries livre actuellement ses hélicoptères NH90; EADS est en train de promouvoir vigoureusement l'avion polyvalent de ravitaillement en vol et de transport (MRTT) A330 et son appareil de transport C-295 dans le monde entier; Lockheed Martin a doublé la production du C-130; Alenia Aermacchi commercialise avec succès les avions d'entraînement de pointe M-346 pour la formation initiale des pilotes de chasse, et Sikorsky propose de nouvelles versions de son hélicoptère H-60 aux forces armées et navales du monde entier. Tout ceci stimule la demande pour de nouveaux simulateurs et des services de formation, et nous disposons de produits à différents stades de conception et de production pour y répondre.

Tendance à l'impartition des services de formation et de maintenance

Aux prises avec des contraintes de budget et de ressources, les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens d'économiser et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'impartir divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Les gouvernements impartissent leurs services de formation, car ils peuvent ainsi être livrés plus rapidement et à moindres coûts. Nous avons obtenu des contrats de cette nature, ou y avons participé, au Canada, en Allemagne, en Australie, au Royaume-Uni et aux États-Unis. CAE USA a récemment remporté un contrat d'une durée prévue de dix ans (sous réserve du financement annuel) portant sur la fourniture de services complets d'entraînement de l'équipage du KC-135 à l'United States Air Force (USAF). CAE USA sera maintenant le maître d'œuvre responsable de la fourniture de services de gestion des programmes, d'instruction en classe et sur simulateur, de maintenance et de logistique, de mises à niveau des dispositifs d'entraînement et de déménagement des dispositifs pour plus de 3 500 membres d'équipage des avions-citernes KC-135 de l'USAF.

Prolongation de vie et mise à niveau des plateformes de systèmes d'armes

Les constructeurs OEM prolongent la durée de vie des plateformes de systèmes d'armes en créant pour elles des mises à niveau ou en ajoutant des caractéristiques nouvelles, ce qui augmente la demande en mises à niveau des simulateurs en vue de satisfaire aux nouvelles normes. Ainsi, plusieurs constructeurs OEM proposent aux forces armées du monde entier qui utilisent des appareils C-130 une série de mises à niveau des logiciels d'avionique, ce qui rend nécessaires d'importantes mises à niveau des systèmes de formation pour les appareils C-130 déjà en exploitation ou d'éventuels nouveaux systèmes de formation pour ces appareils. Au Royaume-Uni, la flotte d'hélicoptères Puma des Forces aériennes royales fait actuellement l'objet d'un programme visant à en prolonger la durée de vie jusqu'en 2022. Cela nous a récemment permis de conclure un contrat avec le ministère britannique de la Défense pour la mise à niveau du simulateur Puma et du programme de formation à notre centre de formation des équipages des hélicoptères moyens de soutien (MSHATF). L'USAF modernise 52 anciens appareils C-5, les faisant passer à la configuration C-5M, qui comprend une mise à niveau des logiciels d'avionique et un programme de réingénierie. Au deuxième trimestre de l'exercice 2011, nous avons remporté un appel d'offres concurrentiel visant la mise à niveau des dispositifs de formation sur simulateur pour les C-5 de l'USAF durant les prochaines années.

Coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, qui se traduit par un recours accru à la simulation

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison du plus grand réalisme, des coûts nettement plus faibles, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs, qui se déprécient plus rapidement que prévu, et des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur le matériel d'armes réel. La formation sur simulateur réduit aussi le nombre d'heures de vol sur les aéronefs et permet d'entraîner les pilotes à des situations qui, en vol réel, pourraient mettre en péril l'avion ou l'équipage et les passagers.

Nature actuelle des conflits armés, qui nécessitent la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération*Demande de réseautage*

Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes.

Acceptation grandissante de la formation synthétique pour la répétition de missions

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en formation. Les logiciels d'environnement synthétique permettent aux militaires de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions de bout en bout, en complément aux entraînements et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. À titre d'exemple, au cours des dernières années, nous avons livré au 160^e régiment d'aviation des opérations spéciales de l'Armée de terre américaine des simulateurs de missions de combat MH-47G et MH-60L dotés de l'architecture environnement commun/base de données commune (CE/CDB) développée par nous. L'architecture CE/CDB rehausse les capacités de création rapide des bases de données pour les répétitions de missions sur simulateur.

NOUVEAUX MARCHÉS PRINCIPAUX**Marché des soins de santé**

La formation fondée sur la simulation est de plus en plus considérée comme l'un des moyens les plus efficaces de préparer les professionnels de la santé à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Par l'entremise d'acquisitions et de partenariats avec des experts du secteur des soins de santé, nous mettons à contribution nos connaissances, notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des technologies et des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. À l'heure actuelle, nos services au secteur des soins de santé vont de la fourniture de solutions de formation fondée sur la simulation à la gestion de centres de formation de ce type.

Au cours de l'exercice précédent, CAE Santé a amélioré ses capacités dans deux domaines : les centres de formation et les solutions médicales. Nous avons tiré parti de notre vaste savoir-faire en gestion de centres de simulation aéronautique de manière à élargir notre offre de centres de simulation en soins de santé, pour inclure notamment des services de gestion de centres de formation et des solutions de formation ainsi que le lancement du système CAE OWL^{MC}, un système qui sert à optimiser le déroulement de la formation. En ce qui concerne les solutions médicales, nous sommes présents dans la formation en imagerie et en chirurgie, deux secteurs qui sont prioritaires pour nous et dans lesquels CAE Santé peut mettre à profit les principales forces de CAE en simulation et modélisation. Les acquisitions d'ICCU et de VIMEDIX nous permettent d'offrir une solution complète de formation en échographie au chevet, grâce à l'utilisation de simulateurs dans le cadre d'un programme de formation complet. L'acquisition de trois gammes de produits médicaux auprès de la société Immersion a marqué notre entrée dans le domaine de la formation en micromanipulation chirurgicale.

Au cours du premier trimestre de 2011, CAE Santé a annoncé qu'elle a conclu cinq nouveaux contrats portant sur son nouveau système de gestion de centres de simulation CAE OWL^{MC}. Les contrats ont été signés avec l'Université Laval, le Michener Institute for Applied Health Sciences, l'Université d'Ottawa et l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal (HSCM). CAE Santé a également annoncé qu'elle avait vendu son premier simulateur d'échocardiographie transthoracique CAE VIMEDIX^{MC} au Beth Israel Deaconess Medical Center, un hôpital d'enseignement de la Harvard Medical School.

CAE Santé et le Michener Institute for Applied Health Sciences ont célébré l'ouverture officielle de l'un des plus importants centres de simulation en soins de santé au Canada au cours du premier trimestre de l'exercice 2011.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2011, CAE Santé a intensifié les ventes de nos solutions d'échographie dirigée au chevet du patient VIMEDIX et ICCU ainsi que de nos simulateurs chirurgicaux. Nous avons également poursuivi le déploiement de plusieurs systèmes de briefing/débriefing CAE OWL^{MC}, une technologie de formation fondée sur le secteur de l'aviation. Les ventes de CAE VIMEDIX^{MC} ont totalisé 15 unités, y compris des contrats militaires clés aux États-Unis. De plus, l'American College of Chest Physicians (ACC) intégrera notre programme ICCU à son premier programme de certification de l'échographie en soins intensifs. Nous avons aussi vendu 10 systèmes de simulation chirurgicale et une variété de mises à niveau de systèmes déjà déployés auprès de nos clients.

Au troisième trimestre de l'exercice 2011, CAE Santé a continué d'accroître sa part de marché. Des progrès ont été réalisés en Asie, au Moyen-Orient et en Russie. Nous fournissons des solutions de chirurgie et d'imagerie à des institutions médicales, notamment au Novosibirsk NII PK/ Meshalkin, important hôpital de chirurgie cardiaque en Russie, à la Princess Noura University de Riyad au Royaume d'Arabie Saoudite, à de nombreuses universités au Japon et à des institutions majeures en Chine, à Singapour, en Indonésie, en Inde et en Turquie. En Amérique du Nord, nous avons effectué plusieurs déploiements dans des hôpitaux d'enseignement clés, notamment le New York Presbyterian Hospital (Columbia University) et le St. Michaels Hospital (Toronto) et de multiples clients du Department of Defense (DoD) des États-Unis ainsi que des Veterans Administration Medical Centers (VAMC).

Marché des mines

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2011, nous avons fait l'acquisition de Datamine pour accroître notre présence dans le domaine de la simulation et de l'optimisation des mines. Le vaste catalogue de produits et de services-conseils de Datamine comprend notamment la gestion des données d'exploration, la modélisation géologique (corps minéralisés), la planification des mines et la gestion des activités minières. Cette acquisition s'inscrit dans notre stratégie à long terme visant à tirer parti de nos capacités en matière de modélisation, de simulation et de formation dans de nouveaux marchés soumis aux mêmes impératifs de réduction des risques et d'efficacité opérationnelle accrue que les secteurs de l'aviation civile et de la défense.

CAE Mines a réalisé des progrès notables grâce à la vente de nos solutions logicielles d'optimisation, de gestion et de planification des mines à des sociétés minières importantes, notamment BHP Mitsubishi Alliance, Vale Ferrus et Anglo American.

Le 1^{er} janvier 2011, nous avons acquis les actions de Century Systems Technologies inc., un fournisseur de systèmes de gouvernance et de gestion des données géologiques desservant l'industrie minière.

Nos initiatives dans le cadre du programme Nouveaux marchés principaux en sont encore à leurs débuts. Elles présentent un potentiel de croissance à long terme intéressant et offrent à CAE la possibilité de se démarquer en tant que chef de file, comme nous l'avons fait dans tous nos marchés principaux. Les résultats du programme Nouveaux marchés principaux sont comptabilisés dans le secteur FS/C.

4. VARIATIONS DE CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les opérations libellés en devises selon divers taux de change, comme l'exigent les PCGR.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables aux trois principales devises dans lesquelles sont libellées nos opérations.

Nous avons utilisé les taux de change ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	31 décembre 2010	30 septembre 2010	Diminution	31 mars 2010	Augmentation (diminution)
Dollar américain (\$US)	0,99	1,03	(4) %	1,02	(3) %
Euro (€)	1,33	1,40	(5) %	1,37	(3) %
Livre sterling (£)	1,55	1,62	(4) %	1,54	1 %

Les taux de change moyens utilisés pour convertir les revenus et les charges étaient les suivants :

	31 décembre 2010	30 septembre 2010	Augmentation (diminution)	31 décembre 2009	Diminution
Dollar américain (\$US)	1,01	1,04	(3) %	1,06	(5) %
Euro (€)	1,38	1,34	3 %	1,56	(12) %
Livre sterling (£)	1,60	1,61	(1) %	1,73	(8) %

La conversion des résultats de nos filiales autonomes en dollars canadiens a fait diminuer de 16,8 millions \$ et de 2,1 millions \$, respectivement, les revenus et le bénéfice net du troisième trimestre de l'exercice 2011 par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010. La conversion des résultats de nos filiales autonomes en dollars canadiens a fait diminuer de 70,1 millions \$ et de 10,3 millions \$, respectivement, les revenus et le bénéfice net des neuf premiers mois de l'exercice 2011, par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2010.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

– Notre réseau de centres de formation civils et militaires

La plupart des revenus dégagés et des dépenses engagées dans notre réseau de centres de formation le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des devises par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des centres et le montant net des investissements. Selon les PCGR, les gains ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans une filiale autonome sont reportés dans l'écart de conversion (cumul des autres éléments du résultat étendu), qui est présenté dans la section Capitaux propres du bilan. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement l'état des résultats de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– Nos activités de produits de simulation hors du Canada (Allemagne, États-Unis, Royaume-Uni, Australie et Inde)

La plupart des revenus dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les filiales autonomes le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et de matériels qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des devises par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens.

– Nos activités de produits de simulation au Canada

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des devises (sauf les comptes débiteurs et créditeurs libellés en devises), une part importante des revenus annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en devises (principalement en dollars américains et en euros), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en devises font l'objet d'une opération de couverture visant à nous mettre au moins partiellement à l'abri du risque de change. Puisque moins de 100 % de nos revenus sont couverts, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur l'état des résultats.

Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos revenus futurs des risques actuels de volatilité accrue du taux de change entre le dollar canadien et le dollar US. Nous couvrons une partie des revenus de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des revenus futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication comptabilisés en dollars US et en euros, nous effectuons des opérations de couverture de coûts libellés en devises à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

BAIL

Le bénéfice avant intérêts et impôts (BAIL) est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des incidences de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du BAIL, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Utilisation du capital :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie à court terme comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôts et des autres actifs hors exploitation) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie à court terme comprise, et des autres passifs hors exploitation).

Provenance du capital :

- Nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres pour voir d'où provient notre capital.

Carnet de commandes

La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande);
- Les contrats militaires sont ordinairement exécutés sur de longues périodes, et certains doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Dans le cas du secteur FS/C, nous prenons en compte les revenus attendus des contrats de formation à court et à long terme dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur ce paiement de la part de nos clients acquis.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des revenus de la période.

Dépenses en immobilisations liées à la maintenance et à la croissance

Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie à court terme comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour faire croître l'entreprise, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités d'exploitation poursuivies, dont sont soustraites toutes les dépenses en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs non liés à la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif à court terme (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la partie à court terme des actifs destinés à la vente) et le passif à court terme (abstraction faite de la partie à court terme de la dette à long terme et de la partie à court terme des passifs liés aux actifs destinés à la vente).

Nombre équivalent de simulateurs actifs

Le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) est une mesure financière qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des revenus au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NESA que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être démantelé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et remis en service commercial.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le bénéfice provenant des activités poursuivies, en excluant les intérêts débiteurs, nets d'impôts, par le montant moyen du capital utilisé. Nous calculons aussi ce rendement en ajustant le bénéfice et le capital utilisé en fonction des contrats de location-exploitation ordinaires qui ne figurent pas dans le bilan.

Résultat d'exploitation sectoriel

Le résultat d'exploitation sectoriel (RES) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs d'exploitation. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur exploitation. Le RES correspond au bénéfice avant les autres revenus (charges), les intérêts, les impôts sur les bénéfices et les activités abandonnées. Ces éléments sont présentés dans le rapprochement du résultat d'exploitation sectoriel total et du BAII (voir la note 10 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés intermédiaires).

6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

6.1 Résultats d'exploitation – troisième trimestre de l'exercice 2011

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	T3 2011	T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010
Revenus	\$ 411,3	386,6	366,7	395,9	382,9
Résultat d'exploitation sectoriel total ²	\$ 64,8	61,9	62,2	64,9	64,6
Charge de restructuration	\$ -	-	-	(1,9)	(3,9)
Bénéfice avant intérêts et impôts (BAII) ²	\$ 64,8	61,9	62,2	63,0	60,7
<i>En pourcentage des revenus</i>	% 15,8	16,0	17,0	15,9	15,9
Intérêts débiteurs, montant net	\$ 8,4	7,6	6,9	5,5	6,5
Bénéfice avant impôts	\$ 56,4	54,3	55,3	57,5	54,2
Charge d'impôts	\$ 15,7	14,3	15,9	17,0	16,5
Bénéfice net	\$ 40,7	40,0	39,4	40,5	37,7
Bénéfice de base et dilué par action	\$ 0,16	0,16	0,15	0,16	0,15

² Mesure hors PCGR (voir point 5).

Revenus en hausse de 6 % par rapport au trimestre précédent et de 7 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010

Les revenus du trimestre sont en hausse de 24,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les revenus du secteur PS/M ont augmenté de 16,5 millions \$, soit 12 %, en raison essentiellement de revenus plus élevés sur des contrats américains, en plus d'une augmentation du volume en Allemagne. Cette hausse a été partiellement annulée par la diminution du niveau d'activité dans le secteur des logiciels;
- Les revenus du secteur FS/C ont augmenté de 6,3 millions \$, soit 5 %, hausse qui s'explique surtout par l'augmentation des revenus générés en Europe et en Amérique du Nord et du Sud, et par l'apport accru de nos nouveaux marchés principaux. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et par l'apport moindre des activités de nos FTO;
- Les revenus du secteur PS/C ont augmenté de 3,5 millions \$, soit 6 %, en raison surtout des niveaux de production plus élevés attribuables au plus grand nombre de commandes;
- Les revenus du secteur FS/M ont diminué de 1,6 million \$, soit 2 %, essentiellement en raison du léger ralentissement des activités de formation au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Les revenus sont en hausse de 28,4 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les revenus du secteur FS/C ont enregistré une hausse de 21,9 millions \$, soit 21 %, principalement attribuable à l'augmentation des revenus réalisés en Amérique du Nord et du Sud, en Europe et dans les marchés émergents, de même qu'à l'apport accru des activités de nos FTO. Les revenus ont également bénéficié de l'apport accru de nos nouveaux marchés principaux et de l'intégration de la coentreprise China Southern West Australia College (CSWAFC). Cette hausse a été atténuée par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien;
- Les revenus du secteur PS/M ont enregistré une hausse de 13,3 millions \$, soit 9 %, en raison essentiellement de revenus plus élevés sur des contrats américains et d'une augmentation du volume en Allemagne et au Canada. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par l'incidence défavorable des fluctuations des taux de change découlant de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro;
- Les revenus du secteur PS/C ont diminué de 6,3 millions \$, soit 9 %, essentiellement en raison du fait que la hausse des niveaux de production attribuable à une augmentation des commandes a été plus que contrebalancée par la diminution des revenus faisant suite à la comptabilisation, au troisième trimestre de l'exercice 2010, de revenus liés à un contrat de location-acquisition. En outre, au troisième trimestre de l'exercice 2010, l'annulation d'une commande avait eu un effet négatif sur les revenus de la période;
- Les revenus du secteur FS/M sont demeurés stables.

Les revenus des neuf premiers mois de l'exercice 2011 se sont élevés à 1 164,6 millions \$, en hausse de 34,2 millions \$, soit 3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2010. Cette progression est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les revenus du secteur FS/C ont enregistré une hausse de 40,0 millions \$, soit 13 %, principalement attribuable à l'augmentation de la demande en Amérique du Nord et du Sud, en Europe et dans les marchés émergents. Nos nouveaux marchés principaux ont aussi contribué à l'augmentation des revenus, tout comme la croissance des activités des FTO et l'intégration dans nos résultats de la coentreprise CSWAFC. Cette hausse a été atténuée par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien;
- Les revenus du secteur PS/M ont progressé de 10,4 millions \$, soit 3 %, en raison surtout du volume plus élevé de nos programmes canadiens, de l'intégration dans nos résultats de l'ancienne division Défense, sécurité et aérospatiale (DSA) de Bell Aliant, acquise en mai 2009, et des revenus plus élevés réalisés sur des contrats américains. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par les fluctuations défavorables des taux de change, comme il a été mentionné précédemment, et par la réduction des activités de nos différents programmes liés aux simulateurs NH90;
- Les revenus du secteur FS/M ont enregistré une hausse de 7,4 millions \$, soit 4 %, principalement attribuable à l'augmentation des activités de formation et à la hausse des revenus constatés au titre de la phase de maintenance du programme SE Core de l'Armée américaine, ainsi qu'à l'augmentation des revenus de formation tirés de nos simulateurs NH90 utilisés dans des services de formation en Allemagne. Ces facteurs ont été atténués par les fluctuations défavorables des taux de change;
- Les revenus du secteur PS/C ont diminué de 23,6 millions \$, soit 11 %, en raison surtout des revenus constatés au troisième trimestre de l'exercice 2010 sur un contrat de location-acquisition et des fluctuations défavorables des taux de change ce trimestre. Au cours de l'exercice 2010, l'annulation d'une commande pour laquelle la production du simulateur était déjà en cours avait eu un effet négatif sur les revenus de l'exercice.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

BAII en hausse de 2,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 4,1 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010

Le BAII s'est établi à 64,8 millions \$ pour le trimestre, soit 15,8 % des revenus. Une charge de restructuration de 3,9 millions \$ avait été comptabilisée au troisième trimestre de l'exercice 2010.

Le résultat d'exploitation sectoriel³ total a augmenté de 2,9 millions \$, soit 5 %, par rapport au trimestre précédent. Les hausses de 3,6 millions \$ et de 0,5 million \$ attribuables aux secteurs PS/M et PS/C, respectivement, ont été atténuées par les baisses de 1,0 million \$ pour le secteur FS/M et de 0,2 million \$ pour le secteur FS/C.

Le résultat d'exploitation sectoriel total a augmenté de 0,2 million \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010. Les hausses de 4,9 millions \$ et de 1,3 million \$ du résultat d'exploitation attribuables aux secteurs PS/M et FS/C, respectivement, ont été contrebalancées par les baisses de 4,1 millions \$ pour le secteur PS/C et de 1,9 million \$ pour le secteur FS/M.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, le BAII s'est établi à 188,9 millions \$, en hausse de 21,9 millions \$, soit 13 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, qui comprenait une charge de restructuration de 32,2 millions \$. La baisse de 18,2 millions \$ du résultat d'exploitation du secteur PS/C a été atténuée par les hausses de 5,7 millions \$, de 1,1 million \$ et de 1,1 million \$ du résultat d'exploitation des secteurs FS/C, PS/M et FS/M, respectivement.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Intérêts débiteurs nets en hausse de 0,8 million \$ par rapport au trimestre précédent et de 1,9 million \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010

La hausse du montant net des intérêts débiteurs par rapport au trimestre précédent s'explique principalement par une charge non récurrente comptabilisée par une filiale acquise récemment.

La hausse du montant net des intérêts débiteurs par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010 découle principalement de la charge d'intérêts susmentionnée, de l'augmentation du montant emprunté au titre de la facilité de crédit et de l'augmentation des autres intérêts débiteurs, facteurs atténués par la hausse des intérêts capitalisés au titre des actifs en construction.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, le montant net des intérêts débiteurs s'est établi à 22,9 millions \$, en hausse de 2,4 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique principalement par la charge d'intérêts susmentionnée, par l'augmentation du montant emprunté au titre de la facilité de crédit et par l'augmentation des autres intérêts débiteurs, facteurs atténués par les hausses des intérêts capitalisés au titre des actifs en construction et des revenus d'intérêts.

Taux d'imposition effectif de 28 % pour le trimestre

Les impôts sur les bénéfices se sont chiffrés à 15,7 millions \$ pour le trimestre, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 28 %, comparativement à 26 % pour le trimestre précédent et à 30 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2010. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, les impôts sur les bénéfices se sont chiffrés à 45,9 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 28 %, comparativement à 29 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La variation du taux d'imposition effectif est essentiellement attribuable à la proportion des revenus provenant de différentes juridictions.

6.2 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés

La valeur de notre carnet de commandes consolidé était de 3 215,3 millions \$ à la fin du trimestre. De nouvelles commandes de 514,4 millions \$ ont été enregistrées pendant le trimestre, alors que des revenus de 411,3 millions \$ ont été tirés du carnet de commandes et que des ajustements de 78,7 millions \$ ont été comptabilisés.

Hausse de 24,4 millions \$ du carnet de commandes par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2010	Neuf mois terminés le 31 décembre 2010
Carnet de commandes au début de la période	3 190,9 \$	3 042,8 \$
+ commandes	514,4	1 378,3
- revenus	(411,3)	(1 164,6)
+/- ajustements	(78,7)	(41,2)
Carnet de commandes à la fin de la période	3 215,3 \$	3 215,3 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,25. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,29.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

³ Mesure hors PCGR (voir point 5).

7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre quatre secteurs :

Secteurs civils :

- Formation et services associés – Civil (FS/C);
- Produits de simulation – Civil (PS/C).

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M);
- Formation et services associés – Militaire (FS/M).

Les opérations intersectorielles sont comptabilisées au coût au niveau consolidé et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat d'exploitation sectoriel

(en millions, sauf marges d'exploitation)

	T3 2011	T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010
<i>Secteurs civils</i>					
Formation et services associés – Civil	\$ 18,7	18,9	22,2	21,0	17,4
	% 15,0	16,0	18,9	18,5	17,0
Produits de simulation – Civil	\$ 7,3	6,8	8,2	8,9	11,4
	% 11,0	10,8	12,3	13,8	15,7
<i>Secteurs militaires</i>					
Produits de simulation – Militaire	\$ 28,3	24,7	18,0	25,8	23,4
	% 18,4	18,0	15,5	17,3	16,7
Formation et services associés – Militaire	\$ 10,5	11,5	13,8	9,2	12,4
	% 15,7	16,8	20,8	13,4	18,4
Résultat d'exploitation sectoriel (RES) total	\$ 64,8	61,9	62,2	64,9	64,6
Charge de restructuration	\$ -	-	-	(1,9)	(3,9)
BAII	\$ 64,8	61,9	62,2	63,0	60,7

Capital utilisé⁴

(en millions)

	T3 2011	T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010
<i>Secteurs civils</i>					
Formation et services associés – Civil	\$ 1 001,8	1 020,2	1 007,2	969,8	995,0
Produits de simulation – Civil	\$ 86,4	83,1	76,9	29,6	39,9
<i>Secteurs militaires</i>					
Produits de simulation – Militaire	\$ 229,6	194,5	177,4	147,0	181,9
Formation et services associés – Militaire	\$ 193,0	201,7	202,2	174,2	196,4
	\$ 1 510,8	1 499,5	1 463,7	1 320,6	1 413,2

⁴ Mesure hors PCGR (voir point 5).

7.1 Secteurs civils

EXPANSIONS ET NOUVELLES INITIATIVES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2011

- Nous avons annoncé une entente visant l'acquisition des activités de formation au pilotage de CHC Helicopter, y compris quatre simulateurs de vol situés en Norvège, au Royaume-Uni et au Canada. Une fois la transaction conclue, CAE deviendra le partenaire à long terme de CHC, assurant ainsi la formation de plus de 2 000 pilotes d'hélicoptères et ingénieurs de maintenance;
- Nous collaborons avec les principaux transporteurs aériens pour élargir notre capacité de formation dans le marché sud-américain de l'aviation commerciale, en plein essor. Nous avons ajouté quatre FFS de niveau D et inauguré un nouveau centre de formation au Pérou pour appuyer le renouvellement de contrats de formation à long terme;
- Nous avons convenu avec Airbus de renouveler notre accord de coopération pour les services de formation des équipages jusqu'en 2017. La coopération, qui a vu le jour en 2002, fournit aux exploitants d'Airbus un réseau mondial commun de centres de formation avec la flotte la plus importante de FFS pour différents modèles d'avions Airbus, de même que des didacticiels normalisés et des instructeurs chevronnés;
- Nous installerons un FFS Cessna Citation Sovereign de Série CAE 5000 à la mi-2011 au centre de formation CAE du Nord-Est à Morristown, dans le New Jersey;
- Nous avons reçu l'approbation de la FAA concernant la prestation de la formation au pilotage au sol pour l'hélicoptère Eurocopter AS350 par le biais d'un programme d'apprentissage en ligne CAE Simfinity^{MC}, qui permet aux pilotes de réduire le temps passé au centre de formation pour la formation initiale et périodique;
- Nous avons annoncé, de concert avec APS Emergency Maneuver Training, la disponibilité d'un cours de formation en ligne conçu pour améliorer la capacité des pilotes de jets d'affaires à reconnaître les situations de perte de contrôle en vol, à les éviter et, au besoin, à rétablir l'appareil.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL

Le secteur FS/C a obtenu, durant le trimestre, des contrats devant générer des revenus futurs de 222,9 millions \$, notamment :

- Un renouvellement de contrat avec TAM Airlines, la plus importante compagnie aérienne au Brésil. Nous ajouterons un deuxième FFS Airbus A330 dans notre centre de formation à São Paulo (Brésil); le simulateur sera installé au début de l'année 2011;
- Une prolongation du contrat avec LAN Airlines, qui pourra compter sur un deuxième FFS Boeing 767-300 au centre de formation de CAE à Santiago. Le centre de Santiago, qui procède actuellement à un agrandissement visant l'ajout de deux baies de simulateurs supplémentaires, sera également équipé sous peu de nouvel équipement de formation des équipages aux fins des programmes de formation de LAN Airlines;
- Un contrat avec LAN Peru pour soutenir et assurer la formation des équipages et des pilotes. Un FFS Airbus A320 ainsi que des programmes de formation des équipages sont actuellement déployés par CAE à un emplacement loué auprès de LAN Peru;
- Un contrat avec Alitalia pour renouveler la relation établie depuis 2002. Aux termes de l'entente, CAE continuera d'exploiter un FFS A320 et un FFS 777 à Rome et ajoutera deux FFS A320 supplémentaires ainsi qu'un FFS A330;
- Un contrat avec Gainjet Aviation SA pour la formation au pilotage sur Gulfstream G450, Gulfstream G550 et Bombardier Global Express au centre Emirates-CAE Flight Training (ECFT);
- Un contrat avec Executive Aircraft Services (EAS) pour la formation des pilotes sur l'appareil Bombardier Global Express au centre ECFT;
- Un contrat avec Senegal Airlines, le nouveau transporteur national de l'Afrique de l'Ouest, pour commencer la formation des pilotes de sa flotte d'Airbus A320 au centre ECFT.

Résultats financiers

(en millions, sauf marges d'exploitation, unités NESAs et FFS déployés)

	T3 2011	T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010
Revenus	\$ 124,3	118,0	117,6	113,6	102,4
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 18,7	18,9	22,2	21,0	17,4
Marges d'exploitation	% 15,0	16,0	18,9	18,5	17,0
Amortissements	\$ 16,9	16,3	16,0	15,5	17,1
Dépenses en immobilisations	\$ 18,3	24,0	11,5	23,9	13,0
Capital utilisé	\$ 1 001,8	1 020,2	1 007,2	969,8	995,0
Carnet de commandes	\$ 774,2	695,3	706,8	728,7	755,9
Unités NESAs ⁵	132	131	132	131	129
FFS déployés	152	151	150	148	146

⁵ Mesure hors PCGR (voir point 5).

Revenus en hausse de 5 % par rapport au trimestre précédent et de 21 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est attribuable à la hausse des revenus réalisés en Europe et en Amérique du Nord et du Sud ainsi qu'à l'apport accru de nos nouveaux marchés principaux. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et l'apport moindre des activités de nos FTO.

La hausse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010 s'explique surtout par des revenus plus élevés réalisés en Amérique du Nord et du Sud, en Europe et dans les marchés émergents, et par l'apport accru des activités des FTO. L'augmentation de l'apport de nos nouveaux marchés principaux et l'intégration dans les résultats de la coentreprise CSWAFC ont aussi eu une incidence favorable sur les revenus. Cette hausse a été partiellement annulée par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien.

Les revenus des neuf premiers mois de l'exercice 2011 ont atteint 359,9 millions \$, en hausse de 40,0 millions \$, soit 13 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression est surtout attribuable à l'accroissement de la demande en Amérique du Nord et du Sud, en Europe et dans les marchés émergents. Nos nouveaux marchés principaux ont également contribué à l'augmentation des revenus, de même que l'accroissement des activités de nos FTO et l'intégration dans les résultats de la coentreprise CSWAFC. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien.

Résultat d'exploitation sectoriel stable par rapport au trimestre précédent et en hausse de 7 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 18,7 millions \$ (soit 15,0 % des revenus) pour le trimestre, comparativement à 18,9 millions \$ (soit 16,0 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 17,4 millions \$ (soit 17,0 % des revenus) pour le troisième trimestre de l'exercice 2010.

Le résultat d'exploitation sectoriel est demeuré stable par rapport au trimestre précédent. L'augmentation du résultat d'exploitation sectoriel attribuable à l'Amérique du Nord et du Sud ainsi qu'à l'Europe a été contrebalancée par l'apport moindre des activités de nos FTO et par la réalisation d'un gain à la vente de cinq dispositifs de formation au vol (FTD) d'occasion, comptabilisé au trimestre précédent.

Le résultat d'exploitation sectoriel a augmenté de 1,3 million \$, soit 7 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010. Cette hausse s'explique surtout par les revenus plus élevés réalisés en Amérique du Nord et du Sud, en Europe et dans les marchés émergents, par l'apport accru des activités de nos FTO et par l'intégration dans les résultats de la coentreprise CSWAFC. Elle a été atténuée par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien et par la hausse des dépenses consacrées à nos nouveaux marchés principaux.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 59,8 millions \$ (soit 16,6 % des revenus), en hausse de 5,7 millions \$, soit 11 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique surtout par le résultat d'exploitation plus élevé réalisé en Amérique du Nord et du Sud, en Europe et dans les marchés émergents, et par l'apport accru des activités de nos FTO. Elle est également attribuable au gain à la cession de notre participation dans un centre de formation secondaire en Allemagne. Elle a été partiellement contrebalancée par la réalisation d'un gain plus important à la cession d'actifs usagés à l'exercice précédent, par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien et par la hausse des dépenses consacrées à nos nouveaux marchés principaux.

Dépenses en immobilisations de 18,3 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance se sont chiffrées à 4,6 millions \$ pour le trimestre, et les dépenses en immobilisations liées à la croissance ont atteint 13,7 millions \$. Nous continuons à étendre notre réseau de formation de manière sélective en vue de saisir les nouvelles occasions d'affaires dans nos marchés et de répondre aux demandes de formation de la part de nos clients.

Capital utilisé en baisse de 18,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution du capital utilisé par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable aux fluctuations de taux de change, facteur atténué par l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie.

Le carnet de commandes s'est établi à 774,2 millions \$ à la fin du trimestre

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2010	Neuf mois terminés le 31 décembre 2010
Carnet de commandes au début de la période	695,3 \$	728,7 \$
+ commandes	222,9	416,6
- revenus	(124,3)	(359,9)
+/- ajustements (principalement l'écart de change)	(19,7)	(11,2)
Carnet de commandes à la fin de la période	774,2 \$	774,2 \$

Pour le trimestre, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,79. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,14.

PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL

Au cours du trimestre, le secteur PS/C a conclu des contrats pour les huit simulateurs de vol de Série CAE 7000 suivants :

- Un FFS Bombardier Challenger 604 de Série CAE 7000 pour ECFT;
- Un FFS Dassault Falcon 7X de Série CAE 7000 pour ECFT;
- Un FFS A320 de Série CAE 7000 pour Sichuan Airlines Group;
- Un FFS A380 de Série CAE 7000 pour Qantas Airways;
- Trois FFS Boeing 737NG de Série CAE 7000 pour Shanghai Eastern Flight Training Centre (SEFTC), la filiale de China Eastern Airlines pour la formation;
- Un FFS Airbus A320 de Série CAE 7000 pour un client en Inde dont l'identité demeure confidentielle.

Le nombre total de commandes de FFS du secteur PS/C est de 22 depuis le début de l'exercice 2011.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf marges d'exploitation)</i>	T3 2011	T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010
Revenus	\$ 66,3	62,8	66,9	64,5	72,6
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 7,3	6,8	8,2	8,9	11,4
Marges d'exploitation	% 11,0	10,8	12,3	13,8	15,7
Amortissement	\$ 1,7	1,5	1,5	1,7	1,6
Dépenses en immobilisations	\$ 1,7	2,6	1,4	12,3	0,6
Capital utilisé	\$ 86,4	83,1	76,9	29,6	39,9
Carnet de commandes	\$ 325,3	305,3	251,7	252,4	244,1

Revenus en hausse de 6 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 9 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010

La hausse des revenus par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par les niveaux de production accrus par suite d'une augmentation des commandes.

La baisse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010 est essentiellement attribuable au fait que la hausse des niveaux de production découlant d'une augmentation des commandes a été plus que contrebalancée par la diminution des revenus faisant suite à la comptabilisation, au troisième trimestre de l'exercice 2010, de revenus liés à un contrat de location-acquisition. En outre, au troisième trimestre de l'exercice 2010, l'annulation d'une commande avait eu un effet négatif sur les revenus de la période.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, les revenus ont été de 196,0 millions \$, en baisse de 23,6 millions \$, soit 11 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse s'explique surtout par les revenus constatés à l'exercice 2010 sur un contrat de location-acquisition et par les fluctuations défavorables des taux de change ce trimestre. Au cours de l'exercice 2010, l'annulation d'une commande pour laquelle la production du simulateur était déjà en cours avait eu une incidence défavorable sur les revenus.

Résultat d'exploitation sectoriel en hausse de 7 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 36 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 7,3 millions \$ (soit 11,0 % des revenus) pour le trimestre, comparativement à 6,8 millions \$ (soit 10,8 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 11,4 millions \$ (soit 15,7 % des revenus) pour le troisième trimestre de l'exercice 2010.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par le volume plus élevé.

La baisse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010 s'explique surtout par la diminution des marges sur les projets résultant de la concurrence, des conditions de marché difficiles et de la vigueur soutenue du dollar canadien par rapport au dollar américain, ainsi que par l'utilisation moindre des fonds liés à notre programme de recherche et développement en coûts partagés et par une baisse de volume.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 22,3 millions \$ (soit 11,4 % des revenus), en baisse de 18,2 millions \$, soit 45 %, par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement attribuable à la diminution des marges sur les projets résultant de la concurrence, des conditions de marché difficiles et de la vigueur soutenue du dollar canadien par rapport au dollar américain, ainsi qu'à l'utilisation moindre des fonds liés à notre programme de recherche et développement en coûts partagés et à une baisse de volume.

Capital utilisé en hausse de 3,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse du capital utilisé par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à l'augmentation des autres actifs et à la réduction des acomptes sur contrats. L'incidence de ces facteurs a été atténuée par l'augmentation des comptes créditeurs et des charges à payer.

Carnet de commandes en hausse de 7 % par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2010	Neuf mois terminés le 31 décembre 2010
Carnet de commandes au début de la période	305,3 \$	252,4 \$
+ commandes	87,7	273,1
- revenus	(66,3)	(196,0)
+/- ajustements (principalement l'écart de change)	(1,4)	(4,2)
Carnet de commandes à la fin de la période	325,3 \$	325,3 \$

Pour le trimestre, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,32. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,33.

Rendement combiné des secteurs civils

Les revenus se sont chiffrés à 190,6 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 180,8 millions \$ pour le trimestre précédent et à 175,0 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2010. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, les revenus ont été de 555,9 millions \$, comparativement à 539,5 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de l'écart de change négatif de 32,1 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, les revenus des neuf premiers mois de l'exercice 2011 auraient été de 588,0 millions \$.

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 26,0 millions \$ (soit 13,6 % des revenus) pour le trimestre, comparativement à 25,7 millions \$ (soit 14,2 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 28,8 millions \$ (soit 16,5 % des revenus) pour le troisième trimestre de l'exercice 2010. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 82,1 millions \$ (soit 14,8 % des revenus), comparativement à 94,6 millions \$ (soit 17,5 % des revenus) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Compte non tenu de l'incidence des nouveaux marchés principaux, les revenus et le résultat d'exploitation sectoriel se seraient respectivement établis à 179,5 millions \$ et à 27,3 millions \$ (soit 15,2 % des revenus) pour le trimestre, et à 529,0 millions \$ et 86,4 millions \$ (soit 16,3 % des revenus) pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011.

Pour les secteurs civils dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,63 pour le trimestre et il a été de 1,21 pour les douze derniers mois.

7.2 Secteurs militaires

EXPANSIONS ET NOUVELLES INITIATIVES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2011

- Nous avons remporté un contrat auprès de l'USAF portant sur la fourniture de services complets d'entraînement de l'équipage du KC-135. C'est la première fois que CAE agit à titre de maître d'œuvre d'un programme d'entraînement de l'équipage de l'USAF;
- Nous avons démontré les nouvelles capacités de CAE en matière de solutions de formation aux missions sur systèmes aériens non pilotés (UAS) dans le cadre du plus important événement axé sur la simulation et la formation militaires dans le monde, l'Interservice/Industry Training Simulation and Education Conference.

PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE

Le secteur PS/M a reçu des nouvelles commandes de 136,2 millions \$ durant le trimestre, notamment :

- Un contrat portant sur la conception et la construction de deux dispositifs d'entraînement au vol opérationnel tactique (TOFT) MH-60R pour la Marine américaine. Le contrat prévoit des options d'acquisition de deux TOFT MH-60R supplémentaires;
- Un contrat auprès de Lockheed Martin portant sur la conception et la construction d'une série de dispositifs d'entraînement C-130J;
- Une entente avec IGTEC, société technologique du domaine de l'aéronautique établie en Malaisie, pour la conception et la construction d'un FMS C-130H destiné au nouveau centre de formation régional d'IGTEC en Malaisie;
- Un contrat auprès d'Airbus Military pour concevoir et construire un simulateur des opérations de maintenance du poste de pilotage (CMOS) A400M pour appuyer la formation des techniciens de maintenance sur le nouvel avion de transport polyvalent A400M;
- Un contrat auprès de Boeing portant sur la fourniture du système intégré et évolué de détection des anomalies magnétiques (MAD) AN/ASQ-508A de CAE destiné à huit appareils P-8I Poseidon qui seront exploités par la Marine indienne;
- Un contrat auprès de Cobham Aviation Services portant sur la fourniture de solutions d'entraînement aux missions tactiques aériennes pour l'Armée britannique. CAE fournira des entraîneurs tactiques pour les missions aériennes qui seront utilisés dans l'appareil King Air 350ER pour l'entraînement des observateurs de la Royal Navy;
- Un contrat auprès de Boeing portant sur la conception et la construction de deux FMS M-346 pour un client international.

Résultats financiers

(en millions, sauf marges d'exploitation)

	T3 2011	T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010
Revenus	\$ 153,7	137,2	115,8	149,3	140,4
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 28,3	24,7	18,0	25,8	23,4
Marges d'exploitation	% 18,4	18,0	15,5	17,3	16,7
Amortissement	\$ 2,4	2,4	2,5	2,8	2,7
Dépenses en immobilisations	\$ 2,5	2,6	1,8	0,9	2,3
Capital utilisé	\$ 229,6	194,5	177,4	147,0	181,9
Carnet de commandes	\$ 881,0	920,3	921,2	868,0	815,3

Revenus en hausse de 12 % par rapport au trimestre précédent et de 9 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable aux revenus plus élevés réalisés sur des contrats américains, en plus d'une augmentation du volume en Allemagne. Cette hausse a été partiellement annulée par la diminution du niveau d'activité dans le secteur des logiciels.

La hausse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010 s'explique surtout par les revenus plus élevés réalisés sur des contrats américains, en plus d'une augmentation du volume en Allemagne et au Canada. Cette hausse a été atténuée par les fluctuations défavorables des taux de change découlant de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, les revenus ont été de 406,7 millions \$, en hausse de 10,4 millions \$, soit 3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable au volume plus élevé pour nos programmes canadiens, à l'intégration dans nos résultats de la division DSA, acquise en mai 2009, et aux revenus plus élevés réalisés sur des contrats américains. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par les fluctuations défavorables des taux de change, comme il a été mentionné précédemment, et par la baisse du niveau d'activité de nos différents programmes NH90.

Résultat d'exploitation sectoriel en hausse de 15 % par rapport au trimestre précédent et de 21 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 28,3 millions \$ (soit 18,4 % des revenus) pour le trimestre, comparativement à 24,7 millions \$ (soit 18,0 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 23,4 millions \$ (soit 16,7 % des revenus) pour le troisième trimestre de l'exercice 2010.

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable aux revenus plus élevés réalisés sur des contrats américains, ainsi qu'aux économies réalisées sur des programmes qui avaient été livrés ou qui étaient presque achevés à la fin du trimestre.

La hausse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010 s'explique surtout par les revenus plus élevés réalisés sur des contrats américains et par une meilleure exécution des programmes canadiens. Cette augmentation a été partiellement annulée par les fluctuations défavorables des taux de change, comme il a été mentionné précédemment.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 71,0 millions \$ (soit 17,5 % des revenus), en hausse de 1,1 million \$, soit 2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression est principalement attribuable à une meilleure exécution des programmes canadiens et à l'intégration dans nos résultats de la division DSA, acquise en mai 2009. Elle a été atténuée par l'utilisation moindre des fonds liés à nos programmes de recherche et développement en coûts partagés et par les fluctuations défavorables des taux de change.

Capital utilisé en hausse de 35,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à l'augmentation des comptes débiteurs et des contrats en cours, facteurs atténués par la hausse des comptes créditeurs et des charges à payer.

Carnet de commandes en baisse de 4 % par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2010	Neuf mois terminés le 31 décembre 2010
Carnet de commandes au début de la période	920,3 \$	868,0 \$
+ commandes	136,2	429,1
- revenus	(153,7)	(406,7)
+/- ajustements	(21,8)	(9,4)
Carnet de commandes à la fin de la période	881,0 \$	881,0 \$

Pour le trimestre, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,89. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,17.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE

Le secteur FS/M a reçu des nouvelles commandes de 67,6 millions \$ au cours du trimestre, notamment :

- Un contrat du ministère de la Défense du Royaume-Uni portant sur la fourniture de services de soutien à la formation pour les hélicoptères Lynx et Sea King à la base aérienne de la Royal Navy (RNAS) à Yeovilton et à la RNAS de Culdrose;
- Un contrat auprès de la Naval Air Warfare Center Training Systems Division (NAWCTSD) pour fournir des services de maintenance et d'exploitation de simulateurs de même que l'instruction des pilotes en classe et sur simulateurs à l'U.S. Navy et à l'U.S. Marine Corps à trois endroits au Japon – Naval Air Facility Atsugi, Marine Corps Air Station Iwakuni et MCAS Futenma;
- Un contrat auprès de C2 Technologies pour continuer de fournir des services de formation à l'U.S. Air Force Air Combat Command à la base aérienne Davis-Monthan. CAE fournit des services de formation des équipages et de développement de didacticiels pour les appareils A-10 et EC-130;
- Le gouvernement des États-Unis a maintenu sa décision d'octroyer à CAE USA le contrat portant sur la fourniture de systèmes d'entraînement de l'équipage du KC-135 à l'United States Air Force. Ce contrat de dix ans représente une valeur approximative de 250 millions \$, dont environ 20 millions \$ ont été ajoutés à notre carnet de commandes.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf marges d'exploitation)</i>	T3 2011	T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010
Revenus	\$ 67,0	68,6	66,4	68,5	67,5
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 10,5	11,5	13,8	9,2	12,4
Marges d'exploitation	% 15,7	16,8	20,8	13,4	18,4
Amortissement	\$ 3,1	3,3	2,9	2,3	3,0
Dépenses en immobilisations	\$ 1,5	2,3	7,6	11,4	8,2
Capital utilisé	\$ 193,0	201,7	202,2	174,2	196,4
Carnet de commandes	\$ 1 234,8	1 270,0	1 226,4	1 193,7	1 101,8

Revenus en baisse de 2 % par rapport au trimestre précédent et stables par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010

La baisse des revenus par rapport au trimestre précédent découle surtout d'un léger ralentissement des activités de formation au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Les revenus sont demeurés stables par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010. Les fluctuations défavorables des taux de change et la baisse de volume ont été annulés par la hausse des revenus constatés au titre de la phase de maintenance du programme SE Core de l'Armée américaine.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, les revenus ont été de 202,0 millions \$, en hausse de 7,4 millions \$, soit 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique principalement par le niveau plus élevé des activités de formation et par la hausse des revenus constatés au titre de la phase de maintenance du programme SE Core de l'Armée américaine, ainsi que par l'augmentation des revenus tirés de nos simulateurs NH90 servant à fournir des services de formation en Allemagne. Cette hausse a été partiellement annulée par les fluctuations défavorables des taux de change.

Résultat d'exploitation sectoriel en baisse de 9 % par rapport au trimestre précédent et de 15 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 10,5 millions \$ (soit 15,7 % des revenus) pour le trimestre, comparativement à 11,5 millions \$ (soit 16,8 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 12,4 millions \$ (soit 18,4 % des revenus) pour le troisième trimestre de l'exercice 2010.

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par le niveau légèrement moins élevé des activités de formation, comme il a été mentionné précédemment, et par la réduction des dividendes liés à un placement de FS/M au Royaume-Uni.

La diminution par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010 découle principalement des fluctuations défavorables des taux de change et d'une baisse de volume.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, le bénéfice d'exploitation sectoriel a été de 35,8 millions \$ (soit 17,7 % des revenus), en hausse de 1,1 million \$, soit 3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique principalement par les revenus tirés de nos simulateurs NH90 servant à fournir des services de formation en Allemagne et par le niveau plus élevé des activités de formation, comme il a été mentionné précédemment. Elle a été partiellement annulée par les fluctuations défavorables des taux de change et par l'utilisation moindre des fonds liés à nos programmes de recherche et développement en coûts partagés.

Capital utilisé en baisse de 8,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable aux fluctuations défavorables des taux de change et à la diminution des comptes débiteurs, facteurs contrebalancés en partie par la diminution des comptes créditeurs et des charges à payer.

Diminution de 3 % du carnet de commandes par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2010	Neuf mois terminés le 31 décembre 2010
Carnet de commandes au début de la période	1 270,0 \$	1 193,7 \$
+ commandes	67,6	259,5
- revenus	(67,0)	(202,0)
+/- ajustements	(35,8)	(16,4)
Carnet de commandes à la fin de la période	1 234,8 \$	1 234,8 \$

Pour le trimestre, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,01. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,73.

Rendement combiné des secteurs militaires

Les revenus se sont chiffrés à 220,7 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 205,8 millions \$ pour le trimestre précédent et à 207,9 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2010. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, les revenus ont été de 608,7 millions \$, comparativement à 590,9 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de l'écart de change négatif de 38,0 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, les revenus des neuf premiers mois de l'exercice 2011 auraient été de 646,7 millions \$.

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 38,8 millions \$ (soit 17,6 % des revenus) pour le trimestre, comparativement à 36,2 millions \$ (soit 17,6 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 35,8 millions \$ (soit 17,2 % des revenus) pour le troisième trimestre de l'exercice 2010. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 106,8 millions \$ (soit 17,5 % des revenus), comparativement à 104,6 millions \$ (soit 17,7 % des revenus) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour les secteurs militaires dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,92 pour le trimestre et il a été de 1,35 pour les douze derniers mois.

8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, notamment l'échéancier des versements progressifs prévus à nos contrats, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses en immobilisations;
- L'échéancier de remboursement de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

(en millions)	2010	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
		31 décembre 2009	30 septembre 2010	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies*	56,0 \$	62,2 \$	70,2 \$	192,8 \$	183,0 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(23,8)	(40,4)	(1,6)	(136,3)	(64,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités poursuivies	32,2 \$	21,8 \$	68,6 \$	56,5 \$	118,3 \$
Dépenses en immobilisations liées à la maintenance ⁶	(9,2)	(9,4)	(9,7)	(27,4)	(30,5)
Autres actifs	(8,0)	(4,8)	(3,8)	(16,8)	(9,8)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,1	0,3	1,3	1,4	8,8
Dividendes versés	(10,1)	(7,6)	(10,1)	(27,8)	(22,7)
Flux de trésorerie disponibles ⁶	5,0 \$	0,3 \$	46,3 \$	(14,1) \$	64,1 \$
Dépenses en immobilisations liées à la croissance ⁶	(14,8)	(14,7)	(21,8)	(50,4)	(51,9)
Frais de développement reportés	(7,7)	(3,3)	(5,6)	(16,3)	(9,4)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	0,6	2,1	0,1	(7,0)	4,1
Acquisitions d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis)	(3,7)	(6,7)	(3,1)	(24,9)	(29,6)
Coentreprise (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis)	-	-	-	(1,9)	-
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(4,5)	(4,6)	2,6	(1,5)	(20,4)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	(25,1) \$	(26,9) \$	18,5 \$	(116,1) \$	(43,1) \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles de 5,0 millions \$ pour le trimestre et négatifs de 14,1 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011

La baisse par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable aux variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie et à la diminution des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, les flux de trésorerie disponibles ont affiché une valeur négative de 14,1 millions \$, soit une baisse de 78,2 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice 2010. La baisse est principalement attribuable aux variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie, à l'augmentation des autres actifs et des dividendes en trésorerie et à la baisse du produit tiré de la cession d'immobilisations corporelles, facteurs atténués par l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies.

Dépenses en immobilisations de 24,0 millions \$ pour le trimestre et de 77,8 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011

Les dépenses en immobilisations liées à la croissance se sont chiffrées à 14,8 millions \$ pour le trimestre et à 50,4 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011. Nous poursuivons l'expansion sélective de notre réseau de formation pour tenir compte de nos gains de part de marché et pour répondre aux demandes de nos clients. Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance se sont chiffrées à 9,2 millions \$ pour le trimestre et à 27,4 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011.

⁶ Mesure hors PCGR (voir point 5).

9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

9.1 Capital utilisé consolidé

<i>(en millions)</i>	31 décembre 2010	30 septembre 2010	31 mars 2010
Utilisation du capital			
Fonds de roulement hors trésorerie ⁷	116,6 \$	66,9 \$	(40,4) \$
Immobilisations corporelles, montant net	1 158,1	1 194,7	1 147,2
Autres actifs à long terme	595,1	573,1	511,7
Autres passifs à long terme	(350,6)	(321,0)	(282,9)
Total du capital utilisé	1 519,2 \$	1 513,7 \$	1 335,6 \$
Provenance du capital			
Dette nette ⁷	285,6 \$	278,5 \$	179,8 \$
Capitaux propres	1 233,6	1 235,2	1 155,8
Provenance du capital	1 519,2 \$	1 513,7 \$	1 335,6 \$

Capital utilisé en hausse de 5,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation du capital utilisé est principalement attribuable à l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie et des autres actifs à long terme, facteurs partiellement contrebalancés par une diminution des immobilisations corporelles et une hausse des autres passifs à long terme.

Notre rendement du capital utilisé⁷ (RCU) s'est élevé à 12,4 % (11,8 % après ajustement pour contrats de location-exploitation) pour le trimestre, comparativement à 11,9 % (11,3 % après ajustement pour contrats de location-exploitation) pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 49,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse est principalement attribuable à l'augmentation des contrats en cours et des impôts à recouvrer, ainsi qu'à la réduction des comptes créditeurs, des charges à payer et des acomptes sur contrats.

Montant net des immobilisations corporelles en baisse de 36,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution résulte surtout des fluctuations de taux de change de 43,2 millions \$ et de l'amortissement de 19,0 millions \$, facteurs partiellement contrebalancés par des dépenses en immobilisations de 24,0 millions \$.

Augmentation de la dette nette de 7,1 millions \$ durant le trimestre

La hausse de 7,1 millions \$ découle principalement de la diminution nette de la trésorerie, avant le produit et le remboursement de la dette à long terme, atténuée par l'effet de l'appréciation du dollar canadien sur notre dette libellée en devises.

Variation de la dette nette

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2010	Neuf mois terminés le 31 décembre 2010
Dette nette au début de la période	278,5 \$	179,8 \$
Incidence des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir le tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	25,1	116,1
Acquisitions d'entreprises, coentreprises et autres	(1,1)	(1,0)
Incidence des variations des taux de change sur la dette à long terme	(16,9)	(9,3)
Augmentation de la dette nette durant la période	7,1 \$	105,8 \$
Dette nette à la fin de la période	285,6 \$	285,6 \$

Au cours du premier trimestre, nous avons refinancé notre facilité de crédit qui venait à échéance en juillet 2010. L'entente porte sur une facilité de crédit renouvelable consentie de 450 millions \$US sur trois ans avec la possibilité de porter le montant total à 650 millions \$US.

⁷ Mesure hors PCGR (voir point 5).

Au cours du troisième trimestre, le centre ECFT, coentreprise de la Société, a conclu une opération de cession-bail visant le financement de deux simulateurs qui étaient classés à titre de contrats de location-acquisition. La quote-part des obligations de paiement revenant à la Société est garantie par CAE inc. Le financement porte intérêt à un taux fixe de 4,31 % et vient à échéance en octobre 2022. Au 31 décembre 2010, la quote-part du financement des contrats de location-acquisition revenant à la Société s'établissait à 10,9 millions \$US.

Au cours du troisième trimestre, Rotorsim S.r.l., coentreprise de la Société, a refinancé sa dette. Au 31 décembre 2010, la quote-part de la dette revenant à la Société s'établissait à 9,5 millions €. L'emprunt vient à échéance en décembre 2017 et porte intérêt à un taux variable d'au moins 2,5 %.

Nous avons également conclu une entente pour vendre certains comptes débiteurs jusqu'à concurrence de 75 millions \$.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus nous permettront de poursuivre notre croissance, de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Diminution des capitaux propres de 1,6 million \$ durant le trimestre

La baisse des capitaux propres est principalement attribuable à l'accroissement de 34,2 millions \$ du cumul des autres éléments du résultat étendu et aux dividendes de 10,1 millions \$, facteurs partiellement neutralisés par le bénéfice net de 40,7 millions \$.

Information sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 décembre 2010, nous avons au total 256 822 441 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 444,4 millions \$.

Au 31 janvier 2011, nous avons au total 256 861 014 actions ordinaires émises et en circulation.

10. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Au 31 décembre 2010, nous avons fait des transactions pour une contrepartie totale de 30,7 millions \$ en trésorerie, frais d'acquisition et ajustements du fonds de roulement compris.

Datamine Corporate Limited

En avril 2010, nous avons fait l'acquisition de Datamine Corporate Limited (Datamine). Datamine est un fournisseur de services et de logiciels d'optimisation des mines. La répartition du prix d'achat est provisoire et devrait être finalisée dans un avenir prochain.

Academia Aeronautica de Evora S.A.

En juin 2010, nous avons acquis le solde de la participation sans contrôle dans Academia Aeronautica de Evora S.A.

L'écart d'acquisition constaté à l'égard de ces opérations s'élève à 15,9 millions \$ et n'est pas déductible aux fins fiscales. Un actif incorporel au titre des relations avec la clientèle de 3,4 millions \$, un actif incorporel au titre de la technologie de 3,4 millions \$ et un actif incorporel au titre de l'appellation commerciale de 0,8 million \$ ont été constatés dans le cadre de ces opérations. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple, et les résultats d'exploitation ont été pris en compte dans nos résultats consolidés à partir de la date des acquisitions respectives. L'actif net lié à ces acquisitions est inclus dans le secteur Formation et services associés – Civil.

11. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Il n'y a eu aucune modification des conventions comptables au cours du trimestre.

12. MISE EN ŒUVRE DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que les IFRS remplaceront les PCGR canadiens le 1^{er} janvier 2011 pour les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes. Bien que les principes et le cadre conceptuel des PCGR canadiens et des IFRS soient semblables, ils diffèrent considérablement en ce qui concerne la constatation, l'évaluation, la présentation et les informations à fournir.

Nous prévoyons dresser nos états financiers intermédiaires et annuels des périodes ouvertes à compter du 1^{er} avril 2011 conformément aux IFRS.

Plan de transition aux IFRS

Nous avons élaboré un plan de transition détaillé pour convertir nos états financiers consolidés des PCGR du Canada aux IFRS. De plus amples renseignements concernant les étapes, les principales activités et l'état d'avancement du plan sont fournis à la section 10.2, *Modifications futures de normes comptables*, de notre rapport de gestion de l'exercice 2010 daté du 13 mai 2010.

Aucune modification importante n'a été apportée au plan depuis cette date, et la mise en œuvre se déroule comme prévu.

13. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

13.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information

Au cours du troisième trimestre terminé le 31 décembre 2010, la Société n'a pas apporté de modifications importantes à ses contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Le président et chef de la direction, et le chef de la direction financière de la Société examinent périodiquement l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et procèdent à une évaluation chaque trimestre. À la fin du troisième trimestre, le président et chef de la direction, et le chef de la direction financière étaient satisfaits de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société.

14. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(Chiffres non vérifiés) (en millions, sauf les montants par action et les taux de change)	T1	T2	T3	T4	Depuis le début de l'exercice
Exercice 2011					
Revenus	\$ 366,7	386,6	411,3	¹⁾	1 164,6
Bénéfice des activités poursuivies	\$ 39,4	40,0	40,7	¹⁾	120,1
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	\$ 0,15	0,16	0,16	¹⁾	0,47
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	\$ 0,15	0,16	0,16	¹⁾	0,47
Bénéfice net	\$ 39,4	40,0	40,7	¹⁾	120,1
Bénéfice de base par action	\$ 0,15	0,16	0,16	¹⁾	0,47
Bénéfice dilué par action	\$ 0,15	0,16	0,16	¹⁾	0,47
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	256,5	256,6	256,8	¹⁾	256,6
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	256,6	256,9	257,5	¹⁾	257,0
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	\$ 1,03	1,04	1,01	¹⁾	1,03
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	\$ 1,31	1,34	1,38	¹⁾	1,34
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	\$ 1,53	1,61	1,60	¹⁾	1,58
Exercice 2010					Total
Revenus	\$ 383,0	364,5	382,9	395,9	1 526,3
Bénéfice des activités poursuivies	\$ 27,2	39,1	37,7	40,5	144,5
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Bénéfice net	\$ 27,2	39,1	37,7	40,5	144,5
Bénéfice de base par action	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Bénéfice dilué par action	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	255,4	255,6	255,9	256,4	255,8
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	255,4 ²⁾	255,6 ²⁾	255,9 ²⁾	256,4 ²⁾	255,8 ²⁾
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	\$ 1,17	1,10	1,06	1,04	1,09
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	\$ 1,59	1,57	1,56	1,44	1,54
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	\$ 1,81	1,80	1,73	1,63	1,74
Exercice 2009					Total
Revenus	\$ 392,1	406,7	424,6	438,8	1 662,2
Bénéfice des activités poursuivies	\$ 48,2	49,2	52,1	52,7	202,2
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	\$ 0,19	0,19	0,20	0,21	0,79
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	\$ 0,19	0,19	0,20	0,21	0,79
Bénéfice net	\$ 47,3	49,0	52,1	52,7	201,1
Bénéfice de base par action	\$ 0,19	0,19	0,20	0,21	0,79
Bénéfice dilué par action	\$ 0,19	0,19	0,20	0,21	0,79
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	254,3	254,9	254,9	254,9	254,8
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	255,1	255,4	254,9 ²⁾	254,9 ²⁾	255,0
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	\$ 1,01	1,04	1,21	1,25	1,13
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	\$ 1,58	1,56	1,60	1,62	1,59
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	\$ 1,99	1,97	1,90	1,79	1,91

¹⁾ Information non encore disponible.

²⁾ Les options sur actions exerçables ayant eu un effet antidilutif pour les périodes présentées, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du bénéfice de base et celui utilisé pour le calcul du bénéfice dilué sont les mêmes.

Bilans consolidés

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Au 31 décembre 2010	Au 31 mars 2010
Actif		
<i>Actif à court terme</i>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	190,6 \$	312,9 \$
Comptes débiteurs (note 4)	263,0	237,5
Contrats en cours	262,0	220,6
Stocks (note 5)	134,7	126,9
Charges payées d'avance	34,4	33,7
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	47,9	24,3
Impôts sur les bénéfices futurs	8,1	7,1
	940,7 \$	963,0 \$
Immobilisations corporelles, montant net	1 158,1	1 147,2
Impôts sur les bénéfices futurs	77,9	82,9
Actifs incorporels	151,0	125,4
Écart d'acquisition	178,1	161,9
Autres actifs	188,1	141,5
	2 693,9 \$	2 621,9 \$
Passif et capitaux propres		
<i>Passif à court terme</i>		
Comptes créditeurs et charges à payer	436,5 \$	467,8 \$
Acomptes sur contrats	176,7	199,7
Partie à court terme de la dette à long terme (note 6)	33,0	51,1
Impôts sur les bénéfices futurs	20,3	23,0
	666,5 \$	741,6 \$
Dette à long terme (note 6)	443,2	441,6
Gains reportés et autres passifs à long terme	242,5	200,5
Impôts sur les bénéfices futurs	108,1	82,4
	1 460,3 \$	1 466,1 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	444,4 \$	441,5 \$
Surplus d'apport	13,1	10,9
Bénéfices non répartis	1 010,7	918,8
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(234,6)	(215,4)
	1 233,6 \$	1 155,8 \$
	2 693,9 \$	2 621,9 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des résultats

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
Revenus	411,3 \$	382,9 \$	1 164,6 \$	1 130,4 \$
Bénéfice avant charge de restructuration, intérêts et impôts	64,8 \$	64,6 \$	188,9 \$	199,2 \$
Charge de restructuration	-	3,9	-	32,2
Bénéfice avant intérêts et impôts (note 10)	64,8 \$	60,7 \$	188,9 \$	167,0 \$
Intérêts débiteurs, montant net (note 6)	8,4	6,5	22,9	20,5
Bénéfice avant impôts	56,4 \$	54,2 \$	166,0 \$	146,5 \$
Charge d'impôts	15,7	16,5	45,9	42,5
Bénéfice net	40,7 \$	37,7 \$	120,1 \$	104,0 \$
Bénéfice de base et dilué par action	0,16 \$	0,15 \$	0,47 \$	0,41 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)	256,8	255,9	256,6	255,7
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué) ¹⁾	257,5	255,9	257,0	255,7

¹⁾ Les options sur actions exerçables ayant eu un effet antidilutif pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 décembre 2009, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du bénéfice de base et celui utilisé pour le calcul du bénéfice dilué sont les mêmes.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des variations en capitaux propres

(Chiffres non vérifiés)

Neuf mois terminés le 31 décembre 2010

(montants en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

	Actions ordinaires			Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport			
Soldes au début de la période	256 516 994	441,5 \$	10,9 \$	918,8 \$	(215,4) \$	1 155,8 \$
Options sur actions exercées	267 225	1,8	-	-	-	1,8
Transfert sur exercice d'options sur actions	-	0,7	(0,7)	-	-	-
Dividendes en actions	38 222	0,4	-	(0,4)	-	-
Rémunération à base d'actions	-	-	2,9	-	-	2,9
Bénéfice net	-	-	-	120,1	-	120,1
Dividendes	-	-	-	(27,8)	-	(27,8)
Autres éléments du résultat étendu	-	-	-	-	(19,2)	(19,2)
Soldes à la fin de la période	256 822 441	444,4 \$	13,1 \$	1 010,7 \$	(234,6) \$	1 233,6 \$

La somme des *bénéfices non répartis* et du *cumul des autres éléments du résultat étendu* était de 776,1 millions \$ au 31 décembre 2010 (721,3 millions \$ au 31 décembre 2009).

(Chiffres non vérifiés)

Neuf mois terminés le 31 décembre 2009

(montants en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

	Actions ordinaires			Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport			
Soldes au début de la période	255 146 443	430,2 \$	10,1 \$	805,0 \$	(47,5) \$	1 197,8 \$
Options sur actions exercées	1 069 945	6,0	-	-	-	6,0
Transfert sur exercice d'options sur actions	-	2,8	(2,8)	-	-	-
Dividendes en actions	36 984	0,3	-	(0,3)	-	-
Rémunération à base d'actions	-	-	3,3	-	-	3,3
Bénéfice net	-	-	-	104,0	-	104,0
Dividendes	-	-	-	(22,7)	-	(22,7)
Autres éléments du résultat étendu	-	-	-	-	(117,2)	(117,2)
Soldes à la fin de la période	256 253 372	439,3 \$	10,6 \$	886,0 \$	(164,7) \$	1 171,2 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés du résultat étendu

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
Bénéfice net	40,7 \$	37,7 \$	120,1 \$	104,0 \$
Autres éléments du résultat étendu :				
Écart de conversion				
Pertes de change nettes à la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(46,3) \$	(30,5) \$	(20,2) \$	(167,9) \$
Variation nette des gains sur certaines dettes à long terme libellées en devises et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements étrangers autonomes	3,7	3,5	2,8	14,1
Reclassement aux résultats	(0,3)	0,3	(0,6)	0,3
Impôts	(0,5)	(0,4)	(0,9)	0,9
	(43,4) \$	(27,1) \$	(18,9) \$	(152,6) \$
Variations nettes dans la couverture des flux de trésorerie				
Variation nette des gains sur produits dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	14,4 \$	7,0 \$	6,6 \$	44,3 \$
Reclassement aux résultats ou reclassement à l'actif ou au passif non financier connexe	(1,9)	(6,9)	(7,5)	6,3
Impôts	(3,3)	0,3	0,6	(15,2)
	9,2 \$	0,4 \$	(0,3) \$	35,4 \$
Total des autres éléments du résultat étendu	(34,2) \$	(26,7) \$	(19,2) \$	(117,2) \$
Résultat étendu	6,5 \$	11,0 \$	100,9 \$	(13,2) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du cumul des autres éléments du résultat étendu

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>Au 31 décembre 2010</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Écart de conversion	Couverture des flux de trésorerie	Cumul des autres éléments du résultat étendu
Solde du cumul des autres éléments du résultat étendu au début de la période	(226,4) \$	11,0 \$	(215,4) \$
Détail des autres éléments du résultat étendu :			
Variation nette des (pertes) gains	(17,4)	6,6	(10,8)
Reclassement aux résultats ou reclassement à l'actif ou au passif non financier connexe	(0,6)	(7,5)	(8,1)
Impôts	(0,9)	0,6	(0,3)
Total des autres éléments du résultat étendu	(18,9) \$	(0,3) \$	(19,2) \$
Solde du cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de la période	(245,3) \$	10,7 \$	(234,6) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des flux de trésorerie

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	2010	31 décembre 2009	2010	31 décembre 2009
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	40,7 \$	37,7 \$	120,1 \$	104,0 \$
Ajustements pour rapprocher le bénéfice et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :				
Amortissement des immobilisations corporelles	19,0	19,9	55,6	57,4
Amortissement des frais de financement	0,2	0,2	0,7	0,6
Amortissement des actifs incorporels et d'autres actifs	5,1	4,5	14,9	13,5
Impôts sur les bénéfices futurs	13,1	14,0	26,4	15,8
Crédits d'impôt à l'investissement	(6,2)	(12,4)	(9,1)	(9,9)
Régimes de rémunération à base d'actions	3,2	1,6	14,6	10,0
Avantages sociaux futurs, montant net	(8,4)	0,3	(7,5)	(0,3)
Amortissement des autres passifs à long terme	(1,9)	(1,7)	(5,5)	(5,4)
Autres	(8,8)	(1,9)	(17,4)	(2,7)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie (note 7)	(23,8)	(40,4)	(136,3)	(64,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	32,2 \$	21,8 \$	56,5 \$	118,3 \$
Activités d'investissement				
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis (note 2)	(3,7) \$	(6,7) \$	(24,9) \$	(29,6) \$
Coentreprise, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	-	-	(1,9)	-
Dépenses en immobilisations	(24,0)	(24,1)	(77,8)	(82,4)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,1	0,3	1,4	8,8
Frais de développement reportés	(7,7)	(3,3)	(16,3)	(9,4)
Autres	(8,0)	(4,8)	(16,8)	(9,8)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(43,3) \$	(38,6) \$	(136,3) \$	(122,4) \$
Activités de financement				
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction et du rajustement lié à la comptabilité de couverture	22,1 \$	9,9 \$	35,5 \$	164,6 \$
Remboursement de la dette à long terme	(24,6)	(9,6)	(37,8)	(99,9)
Produit tiré des contrats de location-acquisition	11,0	4,7	11,0	21,6
Remboursement de contrats de location-acquisition	(1,4)	(1,1)	(14,9)	(4,3)
Dividendes versés	(10,1)	(7,6)	(27,8)	(22,7)
Émissions d'actions ordinaires	1,2	2,6	1,8	6,0
Autres	(0,6)	(0,5)	(8,8)	(1,9)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(2,4) \$	(1,6) \$	(41,0) \$	63,4 \$
Incidence des fluctuations de taux de change				
sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(4,5) \$	(4,6) \$	(1,5) \$	(20,4) \$
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(18,0) \$	(23,0) \$	(122,3) \$	38,9 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	208,6	257,1	312,9	195,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	190,6 \$	234,1 \$	190,6 \$	234,1 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifiés)

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. (la Société) conçoit, fabrique et fournit de l'équipement et des services de simulation, et met au point des solutions de formation intégrées pour l'aviation militaire, l'aviation commerciale, les exploitants d'aéronefs d'affaires, les avionneurs, les fournisseurs de formation et de services en soins de santé et le secteur minier. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi que tout un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permet de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les mouvements et les sons, de façon que le pilote soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en quatre secteurs :

- i) Produits de simulation – Civil : conçoit, réalise et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs de formation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile;
- ii) Produits de simulation – Militaire : conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales;
- iii) Formation et services associés – Civil : fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires à l'ensemble du personnel navigant et du personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés;
- iv) Formation et services associés – Militaire : fournit des services de formation clés en main, des services de soutien, de la maintenance des systèmes ainsi que des solutions de modélisation et de simulation.

Caractères saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent, à des degrés divers, les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Produits de simulation – Civil vend ses matériels directement aux compagnies aériennes. Il est donc directement exposé aux phases d'expansion et de repli que connaît cycliquement le secteur de l'aviation commerciale. Les activités du secteur Formation et services associés – Civil subissent le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (vacances, etc.), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes font leur formation. Depuis toujours, les services de formation de CAE sont donc davantage sollicités au cours des premier et quatrième trimestres de son exercice financier, qu'au cours des deuxième et troisième trimestres.

Les prises de commandes des secteurs militaires peuvent être influencées par la nature unique des contrats militaires et le caractère irrégulier de leur octroi.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada exige que la direction de CAE (la direction) fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs, les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et les montants des revenus et des charges de la période concernée. La direction revoit régulièrement ses estimations, particulièrement celles qui se rapportent à la comptabilisation des contrats à long terme, aux durées de vie utile, aux avantages sociaux futurs, aux impôts sur les bénéfices, à la dépréciation d'actifs à long terme, aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, à la juste valeur de certains instruments financiers, à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels, d'après la connaissance que la direction a des événements actuels et des mesures que la Société est susceptible de prendre à l'avenir. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Principes comptables généralement reconnus et présentation des états financiers

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux PCGR.

Ces états financiers consolidés ont été dressés conformément aux PCGR applicables aux états financiers intermédiaires et selon les mêmes principes que les états financiers consolidés annuels produits par CAE pour son exercice clos le 31 mars 2010.

Ces états financiers consolidés ne donnent cependant pas tous les renseignements que doivent fournir les états financiers consolidés annuels. Une description détaillée des conventions comptables utilisées par CAE figure dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice terminé le 31 mars 2010. La direction estime que les renseignements fournis dans le présent rapport sont suffisants et mettent bien en évidence tous les changements importants survenus au cours du trimestre. Pour autant, ces états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés fournis dans le plus récent rapport annuel.

À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens dans les présents états financiers consolidés.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de CAE inc. et de toutes les filiales dans lesquelles elle détient une participation majoritaire, ainsi que ceux des entités à détenteurs de droits variables dont elle est la principale bénéficiaire. Ils comprennent également la quote-part revenant à la Société de l'actif, du passif et des résultats des coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation (voir la note 3). Tous les comptes et opérations intersociétés importants ont été éliminés. Les participations sur lesquelles la Société exerce une influence notable sont comptabilisées à la valeur de consolidation. Les placements de portefeuille sont comptabilisés à leur juste valeur sauf s'il n'existe aucun cours sur un marché actif.

NOTE 2 – ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Au 31 décembre 2010, la Société a fait des transactions pour un coût de 30,7 millions \$ en trésorerie, frais d'acquisition et ajustements du fonds de roulement compris.

Datamine Corporate Limited

En avril 2010, la Société a fait l'acquisition de Datamine Corporate Limited (Datamine). Datamine est un fournisseur de services et de logiciels d'optimisation des mines. La répartition du prix d'achat est provisoire et devrait être finalisée dans un avenir prochain.

Academia Aeronautica de Evora S.A.

En juin 2010, la Société a acquis le reste de la participation sans contrôle dans Academia Aeronautica de Evora S.A.

L'écart d'acquisition constaté à l'égard de ces opérations s'élève à 15,9 millions \$ et n'est pas déductible aux fins fiscales. Un actif incorporel au titre des relations avec la clientèle de 3,4 millions \$, un actif incorporel au titre de la technologie de 3,4 millions \$ et un actif incorporel au titre de l'appellation commerciale de 0,8 million \$ ont été constatés dans le cadre de ces opérations. Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, et les résultats d'exploitation ont été pris en compte dans nos résultats consolidés à partir de la date des acquisitions respectives. L'actif net lié à ces acquisitions est inclus dans le secteur Formation et services associés – Civil.

NOTE 3 – PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Les bilans consolidés ainsi que les états consolidés des résultats et des flux de trésorerie de la Société tiennent compte, sur la base d'une consolidation proportionnelle, de l'incidence de ses participations dans des coentreprises, soit celles de 49 % dans Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited, de 50 % dans Helicopter Training Media International GmbH, de 25 % dans Helicopter Flight Training Services GmbH, de 50 % dans le centre Emirates-CAE Flight Training, de 49 % dans Embraer CAE Training Services LLC, de 50 % dans HATSOFF Helicopter Training Private Limited, de 51 % dans National Flying Training Institute Private Limited, de 50 % dans CAE Flight Training (India) Private Limited, de 50 % dans Rotorsim S.r.l. (depuis l'exercice 2010), de 49 % dans Embraer CAE Training Services (R.-U.) Limited (depuis l'exercice 2010) et de 47 % dans China Southern West Australia Flying College (à compter de l'exercice 2011).

Hormis la coentreprise Helicopter Training Media International GmbH, dont les activités consistent essentiellement en la conception, la fabrication et la fourniture de produits de pointe pour la formation sur hélicoptères militaires, les activités des autres coentreprises sont axées sur la prestation de services de formation et de services associés aussi bien à l'aviation civile que militaire.

L'incidence des coentreprises sur les états financiers consolidés de la Société s'établit comme suit :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 31 décembre 2010	Au 31 mars 2010
Actif		
Actif à court terme	63,3 \$	54,0 \$
Immobilisations corporelles et autres actifs à long terme	262,5	238,6
Passif		
Passif à court terme	43,1	33,4
Dette à long terme (y compris la partie à court terme)	122,0	117,2
Gains reportés et autres passifs à long terme	10,1	7,3

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
Résultats				
Revenus	23,0 \$	22,1 \$	66,2 \$	67,6 \$
Bénéfice net	5,1	6,3	15,2	14,9
Résultat d'exploitation sectoriel				
Produits de simulation – Militaire	0,5	1,3	1,6	4,8
Formation et services associés – Civil	4,3	4,1	12,2	11,0
Formation et services associés – Militaire	2,4	2,6	7,5	3,4
Flux de trésorerie liés aux :				
Activités d'exploitation	10,1 \$	7,2 \$	22,7 \$	9,1 \$
Activités d'investissement	0,4	(9,6)	(11,3)	(24,5)
Activités de financement	7,5	3,0	4,2	3,4

NOTE 4 – COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont comptabilisés déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les comptes débiteurs, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les comptes débiteurs se présentent comme suit :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 31 décembre 2010	Au 31 mars 2010
Comptes clients en souffrance, mais non dépréciés		
1-30 jours	34,1 \$	18,2 \$
31-60 jours	17,8	11,8
61-90 jours	11,9	9,3
Plus de 90 jours	26,0	16,8
Total	89,8 \$	56,1 \$
Provision pour créances douteuses	(6,0)	(5,6)
Comptes clients courants	91,2	84,9
Comptes débiteurs non facturés	30,5	31,7
Actifs dérivés	16,5	27,9
Autres comptes débiteurs	41,0	42,5
Total des comptes débiteurs	263,0 \$	237,5 \$

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
Provision pour créances douteuses au début de la période	(7,2) \$	(6,4) \$	(5,6) \$	(8,2) \$
Ajouts	(0,1)	(0,9)	(2,9)	(2,7)
Radiations	1,1	1,0	2,4	3,8
Écart de change	0,2	0,2	0,1	1,0
Provision pour créances douteuses à la fin de la période	(6,0) \$	(6,1) \$	(6,0) \$	(6,1) \$

NOTE 5 – STOCKS

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 31 décembre 2010	Au 31 mars 2010
Travaux en cours	94,6 \$	87,8 \$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	40,1	39,1
	134,7 \$	126,9 \$

Le montant des stocks comptabilisé à titre de coût des ventes était le suivant :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
Travaux en cours	28,8 \$	29,2 \$	63,6 \$	54,0 \$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	5,6	8,5	14,8	20,8
	34,4 \$	37,7 \$	78,4 \$	74,8 \$

NOTE 6 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET MONTANT NET DES INTÉRÊTS DÉBITEURS**Refinancement de la facilité de crédit**

Au cours du premier trimestre, la Société a refinancé sa facilité de crédit existante qui devait venir à échéance en juillet 2010. L'entente de trois ans porte sur une facilité de crédit renouvelable consentie de 450,0 millions \$US avec la possibilité de porter le montant total à 650,0 millions \$US, qui viendra à échéance en avril 2013. La facilité est assortie de clauses qui exigent un ratio de couverture des charges fixes minimal et un ratio de couverture de la dette maximal. Le taux d'intérêt applicable de cette facilité de crédit à terme renouvelable est au gré de la Société, selon le taux préférentiel, le taux des acceptations bancaires ou le TIOL majoré d'une marge qui dépend de la notation de crédit attribuée par les services de notation de Standard & Poor's. Au 31 décembre 2010, aucun montant n'avait été prélevé.

Cession-bail

Au cours du troisième trimestre, le centre Emirates-CAE Flight Training, la coentreprise de la Société, a conclu une opération de cession-bail visant le financement de deux simulateurs qui étaient classés à titre de contrats de location-acquisition. La quote-part des obligations de paiement revenant à la Société est garantie par CAE inc. La facilité porte intérêt à un taux fixe de 4,31 % et vient à échéance en octobre 2022. Au 31 décembre 2010, la quote-part du financement des contrats de location-acquisition revenant à la Société s'établissait à 10,9 millions \$US.

Intérêts débiteurs, montant net

Les intérêts débiteurs (créditeurs) s'établissent comme suit :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
Intérêts débiteurs sur la dette à long terme	8,5 \$	6,8 \$	23,7 \$	21,3 \$
Amortissement des frais de financement reportés et autres	1,0	0,6	2,8	2,3
Intérêts capitalisés	(1,1)	(0,6)	(3,2)	(2,1)
Intérêts sur la dette à long terme	8,4 \$	6,8 \$	23,3 \$	21,5 \$
Intérêts créditeurs	(1,0) \$	(0,5) \$	(3,0) \$	(1,8) \$
Autres intérêts débiteurs (créditeurs), montant net	1,0	0,2	2,6	0,8
Intérêts débiteurs (créditeurs), montant net	- \$	(0,3) \$	(0,4) \$	(1,0) \$
Intérêts débiteurs, montant net	8,4 \$	6,5 \$	22,9 \$	20,5 \$

NOTE 7 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE ET LES RÉSULTATS

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
<i>Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :</i>				
Comptes débiteurs	15,5 \$	4,7 \$	(1,0) \$	64,9 \$
Contrats en cours	(25,8)	(15,3)	(33,8)	(37,1)
Stocks	7,9	(12,9)	5,2	(21,1)
Charges payées d'avance	0,6	(1,8)	(2,9)	(1,9)
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	(4,7)	1,3	(11,3)	0,5
Comptes créditeurs et charges à payer	(6,4)	(18,2)	(54,3)	(98,1)
Acomptes sur contrats	(10,9)	1,8	(38,2)	28,1
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(23,8) \$	(40,4) \$	(136,3) \$	(64,7) \$
<i>Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie :</i>				
Intérêts payés	12,7 \$	10,8 \$	29,9 \$	24,3 \$
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés)	0,9	5,8	7,7	12,8
<i>Renseignements supplémentaires sur l'état des résultats :</i>				
Gain (perte) de change	3,0 \$	1,9 \$	6,9 \$	(1,4) \$

NOTE 8 – AIDE GOUVERNEMENTALE**Projets Phœnix, Falcon et Nouveaux marchés principaux**

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Phœnix, Falcon et Nouveaux marchés principaux sont présentés dans le tableau suivant :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2010	Neuf mois terminés le 31 décembre 2010
Montant à recevoir au début de la période	9,1 \$	14,7 \$
Contributions	11,2	30,3
Paiements reçus	(10,7)	(35,4)
Montant à recevoir à la fin de la période	9,6 \$	9,6 \$

Données globales sur les programmes

Le tableau suivant fournit de l'information sur les contributions comptabilisées et les frais liés aux redevances constatés pour tous les programmes :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
Contributions créditées aux dépenses capitalisées				
Projet Phœnix	- \$	0,5 \$	- \$	3,7 \$
Projet Falcon	2,4	1,5	4,6	3,4
Projet Nouveaux marchés principaux	0,6	-	5,0	-
Contributions créditées aux résultats				
Projet Phœnix	-	2,6	-	20,2
Projet Falcon	7,6	6,1	18,2	11,5
Projet Nouveaux marchés principaux	0,6	-	2,5	-
Total des contributions				
Projet Phœnix	- \$	3,1 \$	- \$	23,9 \$
Projet Falcon	10,0	7,6	22,8	14,9
Projet Nouveaux marchés principaux	1,2	-	7,5	-
Frais liés aux redevances	2,8 \$	2,5 \$	6,6 \$	7,5 \$

NOTE 9 – AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le coût total des prestations constituées se compose des éléments suivants :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
Coût des services rendus au cours de la période	2,1 \$	1,9 \$	6,3 \$	5,7 \$
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	4,0	3,8	11,7	11,3
Rendement prévu de l'actif des régimes	(3,5)	(2,7)	(10,1)	(8,2)
Amortissement de la perte actuarielle nette	0,5	0,3	1,5	0,9
Amortissement du coût des services passés	0,1	0,1	0,4	0,4
Charge de retraite nette	3,2 \$	3,4 \$	9,8 \$	10,1 \$

NOTE 10 – SECTEURS D'EXPLOITATION ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES**Résultats par secteur**

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le bénéfice avant les autres revenus (charges), les intérêts, les impôts sur les bénéfices et les activités abandonnées (désigné « résultat d'exploitation sectoriel » dans ces états financiers). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur d'exploitation sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. Les opérations entre secteurs d'exploitation consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur Produits de simulation – Civil au secteur Formation et services associés – Civil, qui sont comptabilisés au coût. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs d'exploitation et celle des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et mesurée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

(Chiffres non vérifiés)

<i>Trois mois terminés les 31 décembre</i> <i>(en millions)</i>	Produits de simulation		Formation et services associés		Total	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009
Civil						
Revenus externes	66,3 \$	72,6 \$	124,3 \$	102,4 \$	190,6 \$	175,0 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	7,3	11,4	18,7	17,4	26,0	28,8
Amortissements						
Immobilisations corporelles	1,3	1,2	13,7	14,9	15,0	16,1
Actifs incorporels et autres actifs	0,4	0,4	3,2	2,2	3,6	2,6
Dépenses en immobilisations	1,7	0,6	18,3	13,0	20,0	13,6
Militaire						
Revenus externes	153,7 \$	140,4 \$	67,0 \$	67,5 \$	220,7 \$	207,9 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	28,3	23,4	10,5	12,4	38,8	35,8
Amortissements						
Immobilisations corporelles	1,5	1,5	2,5	2,3	4,0	3,8
Actifs incorporels et autres actifs	0,9	1,2	0,6	0,7	1,5	1,9
Dépenses en immobilisations	2,5	2,3	1,5	8,2	4,0	10,5
Total						
Revenus externes	220,0 \$	213,0 \$	191,3 \$	169,9 \$	411,3 \$	382,9 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	35,6	34,8	29,2	29,8	64,8	64,6
Amortissements						
Immobilisations corporelles	2,8	2,7	16,2	17,2	19,0	19,9
Actifs incorporels et autres actifs	1,3	1,6	3,8	2,9	5,1	4,5
Dépenses en immobilisations	4,2	2,9	19,8	21,2	24,0	24,1

(Chiffres non vérifiés)

<i>Neuf mois terminés les 31 décembre</i> <i>(en millions)</i>	Produits de simulation		Formation et services associés		Total	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009
Civil						
Revenus externes	196,0 \$	219,6 \$	359,9 \$	319,9 \$	555,9 \$	539,5 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	22,3	40,5	59,8	54,1	82,1	94,6
Amortissements						
Immobilisations corporelles	3,7	3,5	40,1	43,5	43,8	47,0
Actifs incorporels et autres actifs	1,0	1,3	9,1	6,2	10,1	7,5
Dépenses en immobilisations	5,7	2,4	53,8	55,6	59,5	58,0
Militaire						
Revenus externes	406,7 \$	396,3 \$	202,0 \$	194,6 \$	608,7 \$	590,9 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	71,0	69,9	35,8	34,7	106,8	104,6
Amortissements						
Immobilisations corporelles	4,5	4,7	7,3	5,7	11,8	10,4
Actifs incorporels et autres actifs	2,8	3,8	2,0	2,2	4,8	6,0
Dépenses en immobilisations	6,9	4,9	11,4	19,5	18,3	24,4
Total						
Revenus externes	602,7 \$	615,9 \$	561,9 \$	514,5 \$	1 164,6 \$	1 130,4 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	93,3	110,4	95,6	88,8	188,9	199,2
Amortissements						
Immobilisations corporelles	8,2	8,2	47,4	49,2	55,6	57,4
Actifs incorporels et autres actifs	3,8	5,1	11,1	8,4	14,9	13,5
Dépenses en immobilisations	12,6	7,3	65,2	75,1	77,8	82,4

Bénéfice avant intérêts et impôts

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le résultat d'exploitation sectoriel total et le bénéfice avant intérêts et impôts :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
Résultat d'exploitation sectoriel total	64,8 \$	64,6 \$	188,9 \$	199,2 \$
Charge de restructuration	-	(3,9)	-	(32,2)
Bénéfice avant intérêts et impôts	64,8 \$	60,7 \$	188,9 \$	167,0 \$

Actif utilisé par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les comptes débiteurs, les contrats en cours, les stocks, les charges payées d'avance, les immobilisations corporelles, l'écart d'acquisition, les actifs incorporels et les autres actifs, à l'exception de la trésorerie, des impôts sur les bénéfices et des actifs de certaines filiales inactives.

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 31 décembre	Au 31 mars
	2010	2010
Produits de simulation – Civil	261,8 \$	236,6 \$
Produits de simulation – Militaire	481,7	424,5
Formation et services associés – Civil	1 197,3	1 150,3
Formation et services associés – Militaire	330,7	300,1
Total de l'actif utilisé	2 271,5 \$	2 111,5 \$
Actif non inclus dans l'actif utilisé	422,4 \$	510,4 \$
Total de l'actif	2 693,9 \$	2 621,9 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services dans plus de 20 pays. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients.

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
Revenus tirés de clients externes				
Canada	58,7 \$	46,0 \$	148,1 \$	109,9 \$
États-Unis	118,1	102,2	331,0	326,5
Royaume-Uni	38,8	31,6	126,0	111,8
Allemagne	33,8	60,9	98,2	139,8
Pays-Bas	14,2	12,6	44,4	46,2
Autres pays d'Europe	42,7	31,6	115,4	113,5
Chine	24,1	25,5	59,1	53,8
Émirats arabes unis	19,4	18,4	55,9	72,8
Autres pays d'Asie	24,2	23,0	84,6	66,6
Australie	24,8	16,5	64,1	52,7
Autres pays	12,5	14,6	37,8	36,8
	411,3 \$	382,9 \$	1 164,6 \$	1 130,4 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 31 décembre 2010	Au 31 mars 2010
Immobilisations corporelles, écart d'acquisition et actifs incorporels		
Canada	305,4 \$	268,7 \$
États-Unis	339,4	355,1
Amérique du Sud	78,8	55,8
Royaume-Uni	162,3	156,2
Espagne	78,3	85,4
Allemagne	67,9	72,5
Belgique	60,7	72,1
Pays-Bas	88,3	96,7
Autres pays d'Europe	74,8	71,0
Émirats arabes unis	76,3	68,4
Autres pays d'Asie	127,4	119,2
Autres pays	27,6	13,4
	1 487,2 \$	1 434,5 \$



cae.com